

CONSEQUENCES DE CHOIX METHODOLOGIQUES SUR
L'ANALYSE DE L'EVOLUTION DE L'ORGANISATION
CLANDESTINE ETA

CONSEQUENCES OF METHODOLOGICAL CHOICES ON THE
ANALYSIS OF THE CLANDESTINE ORGANISATION ETA

Caroline Guibet Lafaye*, Pierre Brochard**

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2020.2.11

Published Online: 2020-12-30

Published Print: 2020-12-30

Abstract

Born in December 1958, Euskadi Ta Askatasuna (ETA) was dissolved on May, 11th 2018. During its almost sixty years of existence, ETA has undergone phases of military offensive and then a decline in its operational activity. In order to understand the limits of these episodes and their reasons, we have created an original database listing all the actions of the armed group. Its analysis contributes to highlight the strategic developments of the clandestine organisation and makes possible to discuss the conclusions previously drawn from the group's databases of fatal victims. We will thus consider the consequences of methodological choices on the interpretation the history of a clandestine organisation and of its key moments.

Keywords: ETA, clandestine violence, armed strategy, Basque country, statistical analysis.

* Caroline Guibet Lafaye est directrice de recherche CNRS rattachée au Centre Émile Durkheim (Université de Bordeaux), e-mail : c.guibetlafaye@wanadoo.fr; caroline.guibetlafaye@u-bordeaux.fr.

** Pierre Brochard est ingénieur d'études au CNRS rattaché au LAMOP (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), e-mail : pierre.brochard@cnrs.fr

« *Lepoan hartu ta segi aurrera* » (Relève le camarade qui est tombé et continue à aller de l'avant).

Introduction

Euskadi Ta Askatasuna (ETA), organisation armée basque, a signé son acte de naissance le 31 juillet 1959. Elle a été mise sur pied par des étudiants basques œuvrant dans le magazine *Ekin*, las de la passivité des dirigeants du nationalisme traditionnel incarné par le Parti Nationaliste Basque (PNV). Au terme de 60 années de lutte contre l'État espagnol pour un Pays basque socialiste et indépendant, ETA s'est dissoute le 3 mai 2018.¹ Bien qu'officiellement née en 1959, cinq ans (1964) se sont passés avant qu'ETA n'emploie pour la première fois des explosifs contre des plaques commémoratives de la dictature franquiste.² Au cours de ces six décades, il est commun de rappeler qu'ETA a fait plus de 800 victimes mortelles.³ La période a été particulièrement meurtrière puisque le conflit en tant que tel au Pays basque entre 1960 et 2013 a provoqué au total la mort de 1 004 personnes selon les chiffres du gouvernement basque.⁴

Les actions menées par le groupe clandestin ont fait l'objet de plusieurs études de type quantitatif, presque toutes réalisées par des auteurs espagnols. Une seule exception est donnée par Clark qui a recensé les 287 attaques mortelles d'ETA (de 1968 à 1980) et a présenté quelques statistiques descriptives sur la sélectivité des victimes durant cette période.

¹ Pour une mise en perspective de l'histoire d'ETA et de ses actions, voir Robert P. Clark, *The Basque Insurgents : ETA, 1952-1980*, Madison: University of Wisconsin Press, 1984; John Sullivan, *ETA and Basque Nationalism : The Fight for Euskadi, 1890-1986*, Londres: Routledge, 1988; Joseba Zulaika, *Basque violence, metaphor and sacrament*, Reno (Las Vegas) : University of Nevada Press, 1988; Florencio Domínguez Iribarren, *¿El final de ETA? De la negociación a la tregua*, Madrid: Taurus, 1998b.

² K. de Zunbeltz [José Luis Zabilde], *Hacia una estrategia revolucionaria vasca*, Hendaye, 1968, p. 105.

³ En 2013 encore, le nombre de victimes attribuées à ETA variait selon les sources (voir Manuela Carmena *et al.*, « Informe-base de vulneraciones de derechos humanos en el caso vasco (1960-2013) », Secretaría General de Paz y Convivencia, Vitoria-Gasteiz, juin 2013, p. 14, https://www.irekia.euskadi.eus/uploads/attachments/3214/informe_base_es.pdf?1371196800, consulté le 21/12/2020). Dans les chiffres du gouvernement basque fournis pour la période 1960-2013, les auteurs d'actions ayant eu fait treize victimes demeurent non identifiés.

⁴ Voir <http://www.euskadi.eus/gobierno-vasco/estadistica/>, consulté le 21/12/2020.

Les travaux ultérieurs sont, pour l'essentiel, lacunaires du fait de l'époque à laquelle ils ont été réalisés. Tel est par exemple le cas des données quantitatives établies par Domínguez pour la période 1978-1992.⁵ La contribution majeure à la constitution d'une base de données des *victimes* mortelles d'ETA a été proposée par De La Calle et Sánchez-Cuenca puis par Sánchez-Cuenca.⁶ D'un point de vue analytique, les études statistiques sur les actions entreprises par ETA ont été soit descriptives (Domínguez), en plus de porter sur une période ancienne (1978-1992), soit de type économétrique,⁷ faisant abstraction de considérations sociologiques.

Plus généralement, ETA et les organisations armées au Pays basque ont suscité l'attention des commentateurs sous plusieurs aspects qu'il s'agisse de l'antiterrorisme,⁸ de la réponse sociale à la violence,⁹ des stratégies des organisations terroristes¹⁰, et de leurs discours,¹¹ des militants eux-mêmes¹² ou des mouvements sociaux qui les portent.¹³

⁵ Florencio Domínguez Iribarren, *ETA : estrategia organizativa y actuaciones 1978-1992*, Bilbao : Universidad del País Vasco, 1998a.

⁶ Luis De La Calle et Ignacio Sánchez-Cuenca, « La selección de víctimas en ETA », *Revista Española de Ciencia Política*, n° 10, avril 2004, pp. 53-79 ; Ignacio Sánchez-Cuenca, « Explaining temporal variation in the lethality of ETA », *Revista Internacional de Sociología*, vol. 67, n° 3, 2009, pp. 609-629.

⁷ C. Barros, « An Intervention Analysis of Terrorism: The Spanish ETA Case », *Defence and Peace Economics*, vol. 14, n° 6, 2003, pp. 401-412 ; C. Barros, J. Passos et L. Gil-Alana, « The timing of ETA terrorist attacks », *Journal of Policy Modeling*, vol. 28, 2006, pp. 335-346 ; C. Barros et L. Gil-Alana, « ETA: A Persistent Phenomenon », *Defence and Peace Economics*, vol. 17, n° 2, 2006, pp. 95-116.

⁸ Óscar Jaime Jiménez, *Policía, terrorismo y cambio político en España, 1976-1996*, Valence : Tirant lo Blanch, 1998.

⁹ María José Funes, *La salida del silencio. Movilizaciones por la paz*, Madrid : Akal/Foca, 1998.

¹⁰ Domínguez, *op. cit.*, 1998a ; *op. cit.*, 1998b ; Pedro Ibarra Güell, *Evolución estratégica de ETA : de la "Guerra revolucionaria" (1963) a la negociación (1987)*, San Sébastian : Kriselu, 1987 ; Ignacio Sánchez-Cuenca, *ETA contra el Estado : las estrategias del terrorismo*, Barcelone : éd. Tusquets, 2001.

¹¹ Manuel Mata José, *El nacionalismo vasco radical*, Bilbao : Service Éditorial de la UPV, 2003 ; Martín Alonso, et Fernando Molina, « Historical narratives, violence and nation. Reconsidering 'The Basque conflict' », in Rafael Leonisio *et al.* (eds.), *ETA's Terrorist Campaign. From Violence to Politics, 1968-2015*, Londres : Routledge, 2017, pp. 163-183.

¹² Fernando Reinares, *Patriotas de la Muerte, Quiénes han militado en ETA y por qué*, Madrid : éd. Taurus, 2001 ; Caroline Guibet Lafaye, *Conflit au pays basque: regards des militants illégaux*, Bruxelles : Peter Lang, 2020a ; Caroline Guibet Lafaye, « Militantes clandestines dans le conflit armé basque », *Champ pénal/ Penal field* [En ligne], vol. 19, 2020b, <https://journals.openedition.org/champpenal/11572>, consulté le 21/12/2020.

ETA ayant écrit le dernier chapitre de son histoire, nous avons souhaité, dans un contexte dépassionné, revenir sur sa trajectoire, faite de propositions politiques, de stratégies politico-militaires et d'actions armées. Notre approche se concentre sur ces dernières ainsi que sur leur évolution, conformément à une hypothèse analogue à celle retenue par De La Calle et Ignacio Sanchez-Cuenca, établissant que la fréquence et le type d'opérations militaires réalisées reflètent les options stratégiques du groupe. Il s'agira en particulier de confronter les conclusions de travaux antérieurs, s'appuyant sur le recensement des *victimes*, à celles qui peuvent être tirées de l'analyse d'une série statistique des *actions* menées par l'organisation durant l'ensemble de son histoire. L'attention à ces dernières permet une approche affinée de la stratégie d'ETA que biaise un intérêt exclusivement porté aux victimes.¹⁴ Non seulement elle permet d'écarter les « erreurs » commises par le groupe, dont certaines ont conduit à un nombre de victimes civiles important mais non volontaire, mais également de faire un pas de côté eu égard à une focalisation très prégnante dans le débat public sur les victimes. Nous verrons également d'une part que la « chute de Bidart », c'est-à-dire l'arrestation de l'exécutif d'ETA en mars 1992, ne peut nullement être considérée comme « amor[ç]ant le début du déclin des actions et de l'organisation »,¹⁵ contrairement à des conclusions antérieurement avancées. Nous montrerons, d'autre part, que toute phase d'offensive armée intervient à l'appui de négociations politiques dans une perspective de règlement du conflit au Pays basque. Cette conjonction permet de reconsidérer l'image du groupe, en particulier postérieure à la dissolution d'ETA-politico-militaire (ETA-pm). Loin d'être la « bande terroriste » que les médias espagnols se plaisent à dépeindre, ETA s'efforce d'intervenir dans le champ politique comme un acteur à part entière, porteur d'une stratégie politique (politico-militaire), et déploie son action sur les plans politiques, militaires et sociaux quoiqu'avec des moyens d'action illégaux.

¹³ Isabelle Lacroix, « Les femmes dans la lutte armée au Pays basque », *Champ pénal/Penal field* [En ligne], vol. VIII, mis en ligne le 11 juin 2011 ; Rafael Leonisio, Fernando Molina et Diego Muro (eds.), *ETA's Terrorist Campaign. From Violence to Politics, 1968-2015*, Londres : Routledge, 2017.

¹⁴ Sur la place des victimes du terrorisme dans le débat public et sur l'évolution des politiques pénales en Espagne, voir Truc, *op.cit.*

¹⁵ Ignacio Sánchez-Cuenca, « Explaining temporal variation in the lethality of ETA », *Revista Internacional de Sociología*, vol. 67, n° 3, 2009, p. 622

Afin d'étayer ce propos, nous préciserons dans un premier temps les limites des bases de données existantes expliquant que nous avons privilégié d'autres options méthodologiques. Nous exposerons ensuite les éléments à partir desquels nous avons construit la base que nous exploitons, et présenterons enfin les conclusions que les séries statistiques autorisent à déduire.

1. Questions de méthode

1.1 Constitution des précédentes bases de données

Afin de mieux saisir l'apport de la base de données que nous avons constituée, il convient de préciser la façon dont ont été élaborées celles qui ont servi aux principaux travaux statistiques sur ETA. Dans son étude sur la période 1968-2000, Barros a procédé à une collecte de données annuelles en exploitant trois types de sources.¹⁶ Il a recensé les exécutions et les enlèvements réalisés par ETA entre 1968 et 2000, à partir des travaux d'Abadie et Gardeazabal (2001) qui proposent 33 observations annuelles. Le SIPRI-Yearbook¹⁷ du Stockholm International Peace Research Institute a également été utilisé ainsi que la base de données des statistiques du tourisme en Espagne (www.ine.es/inebase/index.html, consulté le 21/12/2020). Dans une étude ultérieure sur la période 1968-2002, Barros *et al.* (2006) ont exploité la base de données ITERATE (<https://library.duke.edu/data/sources/iterate>, consulté le 21/12/2020) qui recoupe partiellement celle du *Global Terrorism Database* (GTD). Barros et Gil-Alana s'appuient sur la même source.

Une recension plus systématique des victimes, à partir de sources très éclectiques allant de la gauche abertzale (patriote) à l'extrême droite, a été opérée par De La Calle et Sanchez-Cuenca. Ces auteurs se sont appuyés sur une pluralité de sources dont la base de données de l'Association des Victimes du Terrorisme (AVT), la liste de victimes d'ETA fournie par Calleja (1997), le CD-ROM *Euskal Herria y la Libertad* de Landa (1995), des

¹⁶ C. Barros, « An Intervention Analysis of Terrorism : The Spanish ETA Case », *Defence and Peace Economics*, vol. 14, n° 6, 2003, pp. 401-412.

¹⁷ <https://www.sipri.org/yearbook>, consulté le 21/12/2020. Le SIPRI-Yearbook est consacré à l'armement, au désarmement et à la sécurité internationale.

informations tirées du quotidien *El País* à partir de mai 1976, la chronologie publiée par Egin (1982) pour la période 1977-1982, celle publiée par l'Equipo D (1984), rattachée à l'extrême droite, pour la période 1973-1983. Cette pluralité de sources permet à De La Calle et Sanchez-Cuenca d'estimer disposer d'une base de données exhaustive des victimes du terrorisme d'ETA (*Domestic Terrorist Victims*¹⁸). Le travail a été complété par Sánchez-Cuenca (2009) qui a ajouté à ces données 160 observations entre le premier trimestre 1968 et le dernier trimestre 2007.

Enfin, Martínez Herrera (2002) s'est appuyé sur des sources policières pour établir sa base de données. Il n'y prend pas seulement en compte les victimes mortelles mais aussi les blessés. Contrairement à De La Calle et Sanchez-Cuenca, il a exploité, dans ses deux articles,¹⁹ des séries annuelles de décès de 1969 à 2001 ce qui conduit à une approche beaucoup moins fine que celle des auteurs précités. Il cherche à identifier l'effet des politiques espagnoles soit antiterroristes soit de résolution du conflit sur les actions menées par ETA, l'incidence étant déduite de la corrélation entre le nombre d'opérations réalisées et des étapes historiques de l'agenda politique. Les deux variables étudiées sont « réponses politiques » (*responsive policies*) et « politiques répressives » selon qu'elles s'abattent sur l'exécutif du groupe clandestin ou consistent en arrestations de membres dits ordinaires de l'organisation.

Limites des bases de données antérieurement réalisées

La principale originalité de la base de données que nous avons constituée est de ne pas seulement recenser les *victimes* faites par ETA mais d'identifier les *actions* menées par le groupe, ce qui a pour effet mécanique d'augmenter considérablement le nombre d'items susceptibles d'être pris

¹⁸ Voir <https://ic3jm.es/investigacion/proyectos/explaining-terrorist-and-insurgent-behavior/>, consulté le 21/12/2020.

¹⁹ Enric Martínez Herrera, « Nationalist Extremism and Outcomes of State Policies in the Basque Country, 1979-2001 », *International Journal on Multicultural Studies*, vol. 4, n° 1, 2002, pp.16-41; E. Martínez Herrera, « Government restructuring and reallocation of resources in the face of ethno-nationalist insurgency in the Basque Country (1979-2005) », in M. Oberg et K. Strom (dir.), *Resources, Governance Structures and Civil Conflict*, Londres: Routledge, 2007, pp. 101-124.

en compte. La base utilisée par De La Calle et Sanchez-Cuenca (2004) puis par Sánchez-Cuenca (2009), « "the Victims of ETA" dataset », ²⁰ répertorie 596 actions ²¹ dont la dernière date de 2006, c'est-à-dire douze ans avant la dissolution du groupe. La nôtre comprend 3096 actions qui se sont déroulées entre 1959 et 2011. Il semble en effet méthodologiquement problématique de réduire à ses 837 victimes une organisation qui a commis plus de 3 000 actions. La stratégie d'un groupe terroriste dépasse de loin, en particulier lorsqu'il pratique, de façon privilégiée, le ciblage des victimes, la seule réalisation de victimes mortelles. Ceci est d'autant plus vrai pour ETA qu'elle a défini son action de façon originelle comme se déployant sur quatre fronts, politique, culturel, militaire et social (Ve assemblée d'ETA, 1972). Dès lors que l'attentat indiscriminé n'est pas l'unique pratique d'un groupe terroriste, on ne peut l'étudier à partir des seules victimes mortelles qu'il a provoquées.

Au-delà de cette limite temporelle et numérique, la base des victimes présente un autre biais en ce qu'elle agglomère les actions d'ETA-militaire (ETA-m) et ETA-pm, ²² d'une part, et, d'autre part, celles des Commandos Autonomes Anticapitalistes (CAA), d'ETA-pm VIIIe Assemblée (scission d'ETA-pm), *Iraultza* et *Gatazka* (scission des CAA), alors même, comme le reconnaissent les auteurs, que 93 % des assassinats (773 sur 832) sont le fait d'ETA-m. De même, la période 1968-1973 est écartée de l'analyse de la violence politique par Sánchez-Cuenca (2009) dans la mesure où aucune action mortelle n'y est enregistrée. Cette considération conduit également l'auteur à délaissé la période postérieure à 2003 ce qui, d'un point de vue analytique est discutable, dans la mesure où cette option revient à considérer qu'une organisation clandestine qui ne fait pas de mort n'a pas de stratégie politique ce que d'autres groupes illégaux comme Iparretarrak, ayant également œuvré au Pays basque, récuse.

²⁰<http://recursos.march.es/web/ceacs/proyectos/dtv/datasets/the%20Victims%20of%20ETA%20-DATASET.sav>, consulté le 21/12/2020.

²¹<https://ic3jm.es/investigacion/proyectos/explaining-terrorist-and-insurgent-behavior/>, consulté le 21/12/2020.

²² À l'occasion de la Ve assemblée, s'opère une scission entre ETA militaire, ETA politico-militaire et *Frente Obrero* (*Front ouvrier*, qui deviendra *LAlA*).

1.2 Résultats antérieurement mis en évidence

Quels résultats les travaux précédemment évoqués permettent-ils de dégager ? L'analyse des actions menées par ETA sert, dans certains cas, de soubassement à une appréciation des politiques antiterroristes de l'État espagnol de 1968 à 2000, notamment en termes de dissuasion.²³ L'approche proposée par Barros et ses coauteurs est exogène. Une tentative d'étude endogène est néanmoins proposée à partir d'une comparaison des périodes de cessez-le-feu et des actions armées mais les résultats sont pour le moins décevants, la principale conclusion formulée étant que les attaques d'ETA semblent augmenter en été et diminuer, lorsque l'on prend en compte d'autres variables, comme les arrestations, la politique répressive, les phases de négociation avec le gouvernement, les meurtres.²⁴ De même, les corrélations proposées par Martínez Herrera s'avèrent le plus souvent négatives.²⁵

L'exploitation de la base de données de De La Calle et Sanchez-Cuenca (2004) autorise des conclusions plus pertinentes en matière de comportement stratégique d'ETA, à partir de l'hypothèse que les variations dans les caractéristiques des victimes de l'organisation traduisent des changements stratégiques de cette dernière. L'étude des victimes sert de point d'appui pour tester des hypothèses sur la stratégie d'ETA. De même, les séries statistiques autorisent Sánchez-Cuenca (2009) à identifier, pour la période 1973-2003, quatre phases dans l'évolution de la violence du groupe. Chacune de ces périodes correspond à une étape du développement stratégique de ce dernier (Tableau 1). 1. La première coïncide avec le régime franquiste (1959-1975) et repose sur une stratégie de l'action-répression-action. 2. La deuxième période, couvrant les années 1977-1981 et plus exactement 1978-1980, est marquée par une intense offensive contre l'État espagnol et coïncide avec le début d'une guerre d'usure. 3. Au cours de la décennie 1982-1992, le conflit se prolonge et la guerre d'usure se stabilise. 4. Enfin l'arrestation des principaux responsables de l'organisation à Bidart (Pyrénées-Atlantiques) le 29 mars 1992 amorce le début du déclin

²³ Barros, *op.cit.*, 2003.

²⁴ *Ibidem* ; La nature de la variable n'est pas précisée par les auteurs.

²⁵ Martínez Herrera, *op.cit.*, 2002, 2007.

des actions et de l'organisation.²⁶ Ce 29 mars, l'« opération Bidart » menée par le RAID conduit à l'arrestation de 11 personnes dont le collectif Artapalo. Ce dernier associe à Francisco Mugica Garmendia, dit *Pakito*, José Luis Alvarez Santacristina, dit *Txelis*, et José Arregui Erostarbe, dit *Fiti*. Ces trois hommes sont considérés comme la « troïka dirigeante » d'ETA (*L'Express*, 17/11/2008), l'exécutif d'ETA.

Tableau 1 : Périodisation de l'intensité des actions mortelles menées par ETA selon Sánchez-Cuenca (2009)

Périodes	Contextes	Types de lutte
1959-1975	Franquisme	Lutte antifranquiste, stratégie de l'action-répression-action
1977-1981	Transition vers la démocratie	Offensive contre l'État espagnol
1982-1992	Gouvernement élu, démocratie stabilisée	Guerre d'usure
Après 1992	Démocratie stabilisée	Déclin des actions d'ETA

L'articulation de ces périodes s'expliquerait comme suit : 1. entre le milieu des années soixante et la fin des années soixante-dix, ETA estime que la violence peut entraîner une insurrection populaire contre le régime de Franco par le biais d'une stratégie d'action-répression-action : la violence entraîne une réaction répressive disproportionnée de l'État qui, à son tour, accroît le soutien populaire au groupe clandestin qui peut ainsi augmenter sa capacité offensive.²⁷ Sanchez-Cuenca convoque, pour expliquer cette première phase de l'action d'ETA, les thèses développées par une partie de la direction du groupe, en l'occurrence les anciens membres d'*Ekin*,²⁸ à l'origine de la Ve assemblée d'ETA et qui soutiennent la théorie de la spirale de la violence, c'est-à-dire la thèse selon laquelle la violence stratégique contribuera à alimenter un soulèvement populaire. 2. À la suite des premières élections de la transition démocratique, fin 1977, ETA amorce une offensive contre l'État qui ouvre la phase de la guerre d'usure.²⁹

²⁶ Sánchez-Cuenca, *op.cit.*, 2009, p. 622.

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ *Ekin* est le bulletin intérieur du groupe d'étudiants qui est à l'origine d'ETA.

²⁹ Sánchez-Cuenca, *op.cit.*, 2001, chap. 3 ; Sánchez-Cuenca, *op.cit.*, 2007.

L'intentionnalité de l'usage de la violence n'est plus de susciter le soulèvement des masses mais d'infliger un coût à l'État qui refuse de satisfaire les demandes contenues dans l'Alternative KAS (Coordination abertzale socialiste).³⁰ Il s'agit d'imposer une pression sur l'État via des pertes en termes de vies humaines, de destruction de biens et du prélèvement de l'impôt révolutionnaire, afin de le faire céder. Cette offensive s'étend de 1977 à la fin de 1980. En 1981, on constate une réduction très sensible du nombre d'actions ayant donné lieu à des morts. 3. Sánchez-Cuenca estime que, dans la troisième phase (1982-1992) qui relève toujours de la guerre d'usure, un certain équilibre est atteint entre l'activité illégale d'ETA et l'action répressive de l'État.³¹ 4. Sánchez-Cuenca

³⁰ L'alternative KAS est présentée publiquement 1^{er} août 1975 et définie comme « coordinatrice permanente de l'action, qui sera en même temps une table de débat ». Le 30 août 1976, KAS présente, à l'occasion d'une conférence de presse, les sept points de son alternative. Le 30 janvier 1978, l'alternative KAS est redéfinie autour de cinq points : amnistie pour tous les prisonniers politiques basques en Espagne ; légalisation de tous les partis politiques y compris indépendantistes ; expulsion du Pays basque des forces policières et militaires de l'État espagnol ; amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, et satisfaction immédiate des revendications en matière socioéconomique exprimées par leurs organismes représentatifs ; un statut d'autonomie accru.

³¹ L'argumentation de Sánchez-Cuenca concernant cette période trahit un embarras manifeste. Si sur l'ensemble de la décennie, le nombre de morts est relativement stable, plusieurs pics se dessinent : celui du deuxième trimestre 1987, correspondant à l'attentat dans le parking du supermarché Hipercor à Barcelone, dont on sait qu'il s'agit d'une « erreur » stratégique de l'organisation et d'un défaut des autorités ; le second pic s'esquisse au deuxième trimestre 1991 avec l'action contre le quartier général de la garde civile à Vich le 29 mai 1991. *A contrario*, on observe une diminution des victimes mortelles entre 1988 et 1990 dans un contexte de discussions entre le gouvernement de Felipe González et ETA. L'embarras dissimule une difficulté méthodologique évidente : le fait de ne s'intéresser qu'aux victimes conduit inévitablement à ce type de saillance qui sont intrinsèquement problématiques. L'attentat d'Hipercor provoque un nombre inégalé de victimes dans l'histoire d'ETA (21 morts et 45 blessés). Or non seulement le groupe a reconnu son erreur (*Communiqué d'ETA au Peuple Basque*, 21 mai 1987), c'est-à-dire le fait qu'il n'avait pas l'intention de produire ces victimes mais, en outre, la Chambre administrative contentieuse de la Cour suprême a établi la responsabilité de l'administration de l'État « pour la passivité ou l'omission des forces de sécurité et de police dans ces événements » (voir décision de la Cour suprême, mai 1998), autrement dit pour n'avoir pas évacué le magasin en dépit des alertes lancées auprès de la police urbaine, de l'entreprise et du journal *Avui*. L'attaque de la caserne de Vich (9 morts et 44 blessés), comme celle du café Rolando, se fait dans un contexte où des militaires sont visés mais où l'évacuation des civils des installations militaires et de police, demandée par ETA depuis 1981 (voir *Zuzen*, n° 52, septembre 1991),

délimite, de façon définitive, la quatrième phase de l'histoire d'ETA avec l'arrestation de la direction du groupe lors de l'opération du RAID à Bidart le 29 mars 1992, considérant qu'« ETA ne s'est jamais remise de Bidart ».³² Constatant qu'ETA n'a plus jamais affiché les niveaux de violence comparable aux deux phases précédentes (1977-1992 ; voir Tableau 4), Sánchez-Cuenca estime que l'arrestation du collectif Artapalo affaiblit définitivement l'organisation au plan opérationnel, sans considérer les changements stratégiques susceptibles de s'opérer au sein du groupe, y compris après l'arrestation de son exécutif. Nous soulignerons au contraire les évolutions stratégiques opérées par l'organisation, conformément à l'hypothèse que le politique prévaut sur le militaire, quand bien même elle agit de façon illégale. De la même façon, le défaut d'attention aux options stratégiques consciemment et explicitement formulées ainsi qu'à la volonté d'ETA de se poser en acteur politique à part entière, induit des flottements dans l'interprétation des cycles de violence des années 2000. Sánchez-Cuenca considère que l'impossibilité de parvenir à un accord avec les nationalistes modérés conduit ETA à mettre un terme au cessez-le-feu en novembre 1999, en omettant l'effet des dispositions stratégique-politiques du gouvernement. En octobre 1999, celui-ci nie avoir reçu une lettre d'ETA évoquant les conditions d'un dialogue après la trêve décrétée le 16 septembre 1999. Le 25 octobre 1999, Belén González Peñalva, dite *Carmen*, interlocutrice pour ETA dans les discussions avec les représentants du gouvernement en mai 1999 à Zurich, est arrêtée à Pau. Dans le même esprit, le gouvernement révèle aux médias, fin octobre 1999, le rôle de médiation joué par l'évêque de Zamora, Juan María Uriarte qui, à la suite de cette annonce, se retire des négociations.³³ Ces événements conduisent à un blocage du dialogue et pèsent dans la rupture du cessez-le-feu.

n'a jamais été réalisée par le gouvernement espagnol. Un déséquilibre dans la lecture de la stratégie du groupe est induit car lorsqu'il décide intentionnellement d'une action, il ne maîtrise pas le nombre de victimes produites, en particulier lorsque sont utilisés des explosifs ou perpétrées des actions de mitraillage.

³² « L'effet de Bidart n'est pas circonstanciel, il est structurel : ETA ne s'est jamais remise de ce coup. » (Sánchez-Cuenca, *op.cit.*, 2009, p. 23).

³³ Iker Casanova Alonso, *ETA 1958-2008. Medio siglo de historia*, Tafalla (Navarre) : Txalaparta, 2007, p. 321.

S'appuyant sur un comptage des victimes, Sánchez-Cuenca conclut que le cycle de violence commençant au début des années 2000 est de portée et de durée plus limitées que les précédents, l'offensive s'étant principalement concentrée sur le dernier trimestre 2000 et les deux premiers trimestres 2001. Il estime que depuis 2003, l'intensité de la violence meurtrière a fortement diminuée, témoignant de ce qu'ETA serait entrée dans une phase terminale. L'auteur attribue la diminution des actions aux opérations des forces de sécurité (et à l'absence de stratégie susceptible de remplacer la tactique du « front nationaliste », rassemblant indépendantistes modérés et indépendantistes « radicaux »), sans tenir compte du fait que les attentats du 11-Septembre et du 11 mars 2004 à Atocha obligent ETA à reconsidérer l'usage stratégique de la violence et son interprétation par la population. Ces éléments permettent à Sánchez-Cuenca de conclure que la violence est surtout concentrée dans les phases (ii) (1977-1981) et (iii) (1982-1992), celles qui correspondent à la guerre d'usure, ce qui revient à penser l'activité d'ETA à partir d'une courbe de Gauss et à amalgamer les périodes sans instituer de nuance entre elles.³⁴

D'un point de vue analytique, d'autres éléments semblent discutables. Les aléas qu'impliquent l'activité clandestine sont soit surévalués (cas d'Hipercor) soit sous-évalués s'agissant en particulier de la disponibilité logistique du matériel, de la faisabilité des opérations envisagées, de la maîtrise relative des conséquences des actions menées. Ensuite, Sánchez-Cuenca, comme nombre d'auteurs adoptant une perspective exogène, part du postulat que la dimension opérationnelle/militaire – plutôt que politique – prévaut dans la ligne stratégique de l'organisation. Cette approche analytique fait sienne le postulat interprétatif réducteur selon lequel pour ETA-m l'action militaire prévaut sur l'action politique à rebours de la posture politico-stratégique adoptée par ETA-pm, ce que l'abondante littérature produite par ETA tend à récuser. Enfin, les critères à partir desquels la périodisation proposée est construite sont hétérogènes : les périodes 1959-1975 et 1977-1981 sont définies à partir d'un critère macrosocial et historique (le franquisme, la période du gouvernement de transition), là où Sánchez-Cuenca s'appuie sur les interrelations entre ETA et le gouvernement espagnol et les effets de l'antiterrorisme pour définir les phases de l'évolution d'ETA.

³⁴ Sanchez-Cuenca, *op.cit.*, 2009.

Parallèlement à cette contribution centrale à la littérature, d'autres travaux également anciens, réalisés par des auteurs espagnols dans un contexte où ETA n'avait pas déposé les armes, s'intéressent de façon récurrente à l'effet des politiques répressives sur les activités du collectif³⁵. Si Martínez Herrera parvient à des conclusions plus nuancées sur l'effet des politiques répressives et principalement des politiques de résolution de conflit sur les actions du groupe, il semble que tel soit moins le cas s'agissant des effets de l'arrestation d'« Artapalo » en 1992, induits par De la Calle et Sanchez-Cuenca (2004). Dès lors, on peut s'interroger sur l'importance pour une perspective hispano-centrée, de la chute de Bidart dans la lecture de l'évolution du groupe et du fait qu'elle puisse marquer une rupture, alors même que l'organisation armée a encore connu 20 ans d'existence.

2. Constitution de notre base de données

2.1 Description des sources utilisées

La base de données que nous avons réalisée, recensant l'ensemble des actions menées par ETA, s'appuie sur plusieurs types de sources : 1. elle s'est en premier lieu nourrie de bases de données existantes, telle celle du Global Terrorism Database (GTD).³⁶

2. Nous avons également retenu les bases de données répertoriant les victimes du terrorisme basque en reprend soin de ne retenir que les victimes réalisées par ETA (ETA-m et ETA-pm) à l'exclusion de tout autre groupe ;

3. les informations tirées des quotidiens nationaux et régionaux, en castillan, français, anglais et en langue basque (*euskara*) ;

4. de la presse (en réalisant des extractions à partir de la mention « ETA » et en excluant tous les items non pertinents) ;

³⁵ Voir Barros, *op.cit.*, 2003 ; Barros *et al.*, *op.cit.*, 2006 ; Martínez Herrera, *op.cit.*, 2002, 2007.

³⁶ Nous avons procédé à un travail à la fois de nettoyage et de complément de la base GTD dans la mesure où, d'une part, aucune donnée n'a été collectée pour l'année 1993 et, d'autre part comme nous l'avons souligné, elle compile au moins 79 actions qui ne sont pas le fait d'ETA (qu'elles soient imputables à IK, *Iraultza*, *Gatazka*, la *kale borroka* (*i.e.* à la guérilla urbaine des années 1990-2000) voire associée aux actions d'ETA celles des groupes paramilitaires d'extrême droite (ex : attentats du 29 mai 1994 à Muskiz et Artxanda) qui conduisent à la mort de membres d'ETA. Dans cette base, 321 actions ne peuvent, de façon certaine, être imputées à ETA.

5. des sources gouvernementales du ministère de l'Intérieur espagnol ;
6. des documents produits par la gauche abertzale et par l'organisation clandestine elle-même.

Les sources ont été systématiquement croisées pour pallier à l'absence de revendications et à l'attribution fautive au groupe clandestin d'actions non revendiquées. Elles sont systématiquement répertoriées en *Annexe 1*. Nous avons retenu à la fois les actions militaires mais également, en particulier pour les premières décennies d'existence d'ETA, toutes les actions illégales susceptibles d'attirer la répression. Les premières opérations illicites n'ont pas fait de victime et peuvent sembler insignifiantes qu'il soit question de graffiti, d'accrochage du drapeau basque (ikurriña) alors interdit, de distribution de tracts. Pourtant les fondateurs du groupe³⁷ ainsi que les documents officiels rappellent les risques qu'encourraient leurs auteurs.³⁸ Ces actions ont été fondatrices du groupe clandestin. Elles ont éveillé la conscience de la population sur la possibilité d'une réponse/résistance à la répression. Du fait de leur illégalité, elles ont déchaîné des vagues de répression³⁹ qui justifient qu'elles figurent dans notre base de données.

2.2 Apports méthodologiques et statistiques de cette nouvelle base de données

Bien que nous ayons visé l'exhaustivité, la constitution d'une base de données à partir de sources secondaires n'est pas sans poser de difficultés méthodologiques. La première concerne la reconstitution des actions menées

³⁷ Voir Madariaga, « Así nació ETA », *Punto y Hora, 25 Aniversario*, 13 juillet 1984, pp. 7-9 ; Zunbeltz, *op.cit.*, 1968, pp. 106-107.

³⁸ « La quema de la bandera en un edificio oficial, a plena luz del día, en un San Sebastián donde el veraneo reunía a lo más selecto del Régimen y del aparato fascista, suponía una operación madurada, calculada y con cierto riesgo. » (Jon Nicolás, *Documentos Y*, 1979, cité in Nuñez, *op.cit.*, 1993, vol. I, p. 60).

³⁹ Citons pour seul exemple l'adoption du décret 1794/1960 sur la « Rébellion militaire, le banditisme et le terrorisme » (*Rebelion Militar, Bandidaje y Terrorismo*) du 21 septembre 1960. Il accroît les compétences militaires en matière d'ordre public et interdit toute forme de manifestation, de réunion et de grève. Il intervient après les premières actions réalisées à l'aide d'explosifs par ETA en décembre 1959, en l'occurrence trois bombes artisanales qui ont explosé au gouvernement civil de Gasteiz, à la rédaction du journal phalangiste *Alerta* à Santander et au commissariat de police d'Indautxu (Bilbao) (Casanova, *op.cit.*, p. 17).

au cours d'une période difficile à documenter, en l'occurrence les années 1960. Les historiens établissent que le groupe récemment formé réalise, avant 1964, plusieurs actions par semaine.⁴⁰ Quoique peu spectaculaires aux yeux de nos contemporains, le fait de dresser l'*ikurriña* alors interdite, de faire des graffiti rappelant l'identité basque, de distribuer des tracts sont des actions susceptibles d'être très durement réprimées à l'époque franquiste et dont l'importance, dans ce contexte, ne doit pas être sous-estimée.⁴¹ Évanescences, elles sont difficiles à documenter avec précision. Une large part d'entre elles nous a échappé. De même, les opérations menées en soutien ou par des militants exilés d'ETA en Argentine, au Venezuela, au Mexique dans la seconde moitié des années 1960 ne sont pas toujours identifiables avec exactitude quoique bien réelles. Songeons par exemple au lâcher d'*ikurriñas* par hélicoptère sur l'ambassade espagnole au Mexique. Ce type de difficulté se retrouve y compris dans les années 1970. La littérature secondaire souligne qu'en 1979 ETA-pm est à l'origine d'« actions punitives contre les employeurs et [de] certaines actions contre les FSE [forces de sécurité espagnoles]. Certaines initiatives ont également été entreprises pour soutenir les luttes sociales et contre les équipements officiels »⁴² sans plus de détail. Il est non seulement difficile de les identifier dans leur singularité mais plus encore de croiser ces informations avec une autre source afin de les valider définitivement. Une partie d'entre elles a donc été omise.

L'identification d'actions plutôt que de victimes, dans une visée d'exhaustivité est délicate, dans la mesure où celles-ci sont quasiment toutes répertoriées, alors que tel n'est pas le cas des premières. Les actions spectaculaires laissent des traces dans les quotidiens ce qui n'est pas toujours le cas d'actes de moindre envergure. De même, l'accès aux journaux locaux – plutôt que nationaux – où des opérations de sabotage peuvent être répertoriées est plus difficile.

Une deuxième difficulté concerne *a contrario* certaines actions ayant eu un retentissement spectaculaire, alors qu'elles n'avaient pas pour objectif principal de réaliser de victime. L'attentat d'Hipercor en est emblématique.

⁴⁰ Casanova, *op. cit.*

⁴¹ L'action la plus spectaculaire de cette période réside dans la tentative de faire dérailler un train à Usurbi (Guipúzcoa) transportant des partisans de Franco vers San Sébastian, le 18 juillet 1961, pour la célébration des 25 ans de la victoire du dictateur durant la guerre civile.

⁴² Casanova, *op.cit.*, p. 173.

L'explosion d'une voiture piégée dans le parking du centre commercial Hipercor à Barcelone le 19 juin 1987 a fait 21 morts et 45 blessés, alors que la police et l'entreprise avaient été prévenues de l'existence de la bombe.⁴³ Au-delà des dommages humains engendrés, l'événement prend un poids politique considérable. Pourtant ces victimes ne sont pas volontaires. Le codage consistant à accorder le même poids à chaque événement permet de limiter cet effet.

Une troisième difficulté est inhérente aux sources, poreuses aux effets de propagande gouvernementale ou anti-gouvernementale. Le cas de la lutte contre la construction de la centrale nucléaire de Lemoiz en est emblématique. En août 1981, l'entreprise Iberduero, impliquée au premier chef dans ce projet, affirme avoir subi 250 attentats depuis le début de l'année (*El País*, 15/07/1981), auxquels il faudrait en ajouter près d'une centaine d'autres dans les mois suivants.⁴⁴ Pourtant il n'a été possible de documenter que 82 actions contre l'entreprise entre janvier et août 1981. De même, d'autres sources font mention de 1 000 actions de sabotage⁴⁵ dont le rythme s'accélère en 1997. Nous en avons validé moins d'une vingtaine pour l'année 1997.

Face à ces difficultés, nous avons privilégié plusieurs options méthodologiques. En premier lieu, nous avons retenu toutes les actions d'ETA confirmées par deux sources indépendantes, ce qui permet de pondérer l'effet « victimes » et de tenir compte de façon plus homogène de l'ensemble de la période d'activité du groupe. En second lieu, s'il existe un risque de sous-évaluer le nombre d'actions de l'organisation durant ses vingt premières années d'existence, en revanche les victimes non volontaires tendent à accroître le nombre d'*item* sans considérer l'intentionnalité réelle eu égard à la stratégie adoptée. Pour cette raison, la base de données ne retient que des actions à proprement parler et non les situations où un policier ou un garde civil est tué, dans un échange de tirs, ni celles où un artificier qui tente de désamorcer une bombe, dont l'emplacement a été

⁴³ Hipercor n'a pas été évacué. ETA diffuse ses excuses pour les conséquences de l'explosion (voir *Communiqué d'ETA au Peuple Basque*, 21 mai 1987).

⁴⁴ Casanova, *op. cit.*, p. 199.

⁴⁵ *Ibidem*, p. 296.

indiqué par l'organisation, est tué.⁴⁶ Dans la mesure où nous tentons de saisir la stratégie de l'organisation, la référence à l'intentionnalité des actions intervient comme un critère discriminant pour les retenir ou les exclure de la base de données. Ces choix méthodologiques permettent d'éviter de distinguer entre victimes intentionnelles et victimes accidentelles ou collatérales,⁴⁷ actions intentionnelles et « erreurs » de l'organisation ayant conduit à la mort, actions ciblées et opérations aveugles.

L'originalité de l'analyse que nous proposons repose donc sur plusieurs axes. D'une part, elle s'appuie sur des données qui tiennent compte de l'ensemble de la période où ETA a été active, de sa création à sa dissolution alors que la base de données la plus complète des victimes s'étend de 1973 à 2003.⁴⁸ D'autre part, notre ambition est de ne pas seulement prendre en considération les meurtres mais bien toutes les actions du groupe ce qui permet de saisir de façon plus fine les options stratégiques d'ETA et de ne pas survaloriser des actions meurtrières, surtout lorsqu'elles consistent en erreur. La stratégie de l'organisation est reflétée par l'ensemble des opérations réalisées plutôt qu'uniquement par les exécutions ou les meurtres, chacune ayant vocation à avoir une incidence sur les parties prenantes du conflit et la position prise au sein du jeu politique. Enfin, l'une des originalités de ce travail est d'associer la lecture des sciences sociales et l'analyse statistique ce qui n'a pas toujours été le cas dans la littérature existante.⁴⁹

⁴⁶ Ce qui signifie que nous avons épuré les listes proposées par des sites comme Mapa del terror, Mapa del Olvido, ceux consacrés aux victimes de l'*Ertzaintza* (police autonome basque) ou réalisés par l'extrême droite (tels *Nacional Socialismo sin censura*). 64 actions, ayant donné lieu à 43 morts, ont été ainsi exclues de la base GTD.

⁴⁷ De la Calle et Sanchez-Cuenca (2004) regroupent au sein d'une même catégorie les décès collatéraux ou accidentels et ceux résultant d'attaques aveugles ou indiscriminées. Ils distinguent (i) les décès recherchés intentionnellement (tant des forces de sécurité que de l'armée et des civils) ; (ii) les décès dans lesquels ETA se trompe de victime ; (iii) les décès qui ne sont pas nécessairement intentionnels, comme ceux qui surviennent lors d'affrontements armés entre la police et ETA, ou lorsque des policiers meurent en essayant de désamorcer une bombe ; et (iv) les décès collatéraux, accidentels ou indiscriminés.

⁴⁸ Sánchez-Cuenca, *op.cit.*, 2006.

⁴⁹ Voir Barros, *op.cit.*, 2003; Barros *et al.*, *op.cit.*, 2006.

3. Résultats empiriques : les phases d'offensive politico-militaire

3.1 Résultats empiriques : les phases d'offensive politico-militaire

Les données collectées mettent en évidence deux séries caractérisant les actions militaires d'ETA comme le montrent la Figure 2 (*Annexe 2*) et le Tableau 2.

La première distingue les années 1977-1986 et 1988-1991 où l'activité militaire est inégale dans l'histoire du groupe avec un nombre d'actions annuelles supérieur à 100.⁵⁰

Tableau 2 : Pics de l'offensive armée d'ETA

Années	Nombre d'actions	Périodes	Nombre d'actions
1977	105	1 ^{er} semestre	77
		2 nd semestre	28
1978	153	1 ^{er} semestre	72
		2 nd semestre	81
1979	173	1 ^{er} semestre	107
		2 nd semestre	66
1980	153	1 ^{er} semestre	70
		2 nd semestre	83
1981	144	1 ^{er} semestre	94
		2 nd semestre	50
1982	224	1 ^{er} semestre	92
		2 nd semestre	132
1983	142	1 ^{er} semestre	42
		2 nd semestre	100
1984	176	1 ^{er} semestre	89
		2 nd semestre	87
1985	146	1 ^{er} semestre	104
		2 nd semestre	42
1986	139	1 ^{er} semestre	63
		2 nd semestre	76

⁵⁰ Comme nous l'avons souligné, une continuité pourrait fort bien exister entre 1977 et 1985 car l'année 1981 avec la lutte contre la centrale de Lemoiz pourrait compter bien plus d'actions que le tableau n'en fait figurer.

Années	Nombre d'actions	Périodes	Nombre d'actions
1988	105	1 ^{er} semestre	43
		2 nd semestre	62
1989	136	1 ^{er} semestre	65
		2 nd semestre	71
1990	139	1 ^{er} semestre	64
		2 nd semestre	75
1991	166	1 ^{er} semestre	86
		2 nd semestre	80

Ces moments forts de l'activité armée permettent de saisir la stratégie militaire d'ETA, de comprendre comment le groupe intervient dans la vie politique du Pays basque et espagnole. Ils témoignent également de ce que l'action militaire est absolument subordonnée à la stratégie du groupe, y compris après la dissolution d'ETA-pm en 1982 et à l'encontre des interprétations réductrices à la fois des actions de l'organisation et plus généralement du terrorisme.

3.2 Esquisse de périodisation

Ces moments forts de l'activité armée mis en évidence, il s'avère possible de délimiter des variations diachroniques de l'activité de l'organisation, c'est-à-dire des phases de son histoire.

Tableau 3 : Périodisation des opérations d'ETA

Périodes	Moyenne annuelle des actions	Contextes	<i>Modus operandi</i> dominant	Cibles privilégiées
1959-1976	12	Franquisme	Incendies, explosifs de faible intensité, armes de poing	Bâtiments publics, actions symboliques, vols
1977-1981	146	Transition démocratique	Armes de poing, armes automatiques, explosifs	FSE (gardes civils), bâtiments publics, lutte anti-nucléaire
2 nd semestre 1982-1986	165	Monarchie constitutionnelle,	Armes de poing, voitures piégées	Banques, intérêts français, FSE et

Périodes	Moyenne annuelle des actions	Contextes	<i>Modus operandi</i> dominant	Cibles privilégiées
		gouvernement socialiste, guerre sale		paramilitaires, cibles touristiques (« campagne d'été »)
1987-1988	98	Trêve, recherche d'un dialogue avec le gouvernement socialiste	Explosifs, voitures piégées	Intérêts français, FSE
2 nd semestre 1988 - 1 ^{er} semestre 1992	128	Gouvernement socialiste	Lettres piégées, voitures piégées, explosifs	FSE, intérêts français, projet d'autoroute à Leizarán
2 nd semestre 1992- 1 ^{er} semestre 2000	35	Gouvernement socialiste puis PP après 1996	Explosifs, voitures piégées	FSE y compris basques et militaires, personnel politique et journalistique, « campagne d'été »
2 nd semestre 2000-2001	80	Gouvernement PP	Explosifs, voitures piégées	Cibles gouvernementales (bâtiments publics), FSE, personnel politique
2002-2009	29	Gouvernement PP jusqu'en 2004 puis socialiste	Explosifs de faible intensité	Cibles civiles matérielles (entreprises en lien avec l'« impôt révolutionnaire »), gouvernementales (bâtiments publics), FSE, cibles touristiques, actions symboliques
2010-2018	moins d'1	Gouvernement socialiste jusqu'en 2011 puis PP jusqu'en 2018	Explosifs de faible intensité	

Le Tableau 3 met en évidence les différences émanant d'une périodisation fondée sur la chronologie espagnole et nourrie par une base statistique constituée à partir des actions menées par l'organisation (Tableau 1). Sans négliger la modification des rapports de force à l'intérieur

des mouvements basques dans l'évolution des stratégies d'ETA, ni les fluctuations de la politique nationale espagnole ou encore les stratégies répressives des gouvernements successifs (GAL, tortures, exécutions...), nous montrerons comment ces périodes prennent sens à partir de l'histoire d'ETA et de ses reconfigurations stratégiques.

◆ Les années 1959-1977, période inaugurale du groupe clandestin, sont celles de la structuration et de la montée en puissance de l'organisation. Bien que frappée par des vagues d'arrestation notables,⁵¹ ETA se structure, tient plusieurs assemblées, développe ses publications, tout en parvenant à réaliser une douzaine d'actions annuelles remarquables – l'année 1972 faisant exception avec 73 opérations – et dont les cibles privilégiées sont plutôt symboliques, visant en particulier les bâtiments publics, symboles de l'« occupation » espagnole au Pays basque.⁵²

◆ Une deuxième période s'illustre entre 1977 et 1982 avec une moyenne de 146 actions annuelles. Cette offensive coïncide très exactement avec la période de transition dite démocratique que traverse l'Espagne entre la mort de Franco et l'élection du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez. Deux alternatives politiques se dessinent à la suite de la mort de Franco : la rupture démocratique et la réforme démocratique. Les forces politiques dominantes optent pour une réforme du franquisme, supposant l'acceptation de la monarchie imposée par Franco, le drapeau et l'hymne national franquiste, le concept d'unité indissoluble de la patrie garantie par l'armée, la persistance des membres de l'appareil franquiste (pouvoir judiciaire, armée, pouvoirs économiques) dans les structures de l'État. ETA prend l'option de la rupture démocratique, multipliant les attaques contre les structures de l'État, en procédant à une stratégie militaire de harcèlement de ce dernier, visant à imposer ses revendications concernant le Pays basque. Le spectre des cibles visées s'élargit pour ne pas concerner seulement les

⁵¹ Comme en mai 1962, en 1964, en janvier-mars 1966, le 1^{er} octobre 1967, en mars-avril 1969, en mars 1971 et en juillet-septembre 1975.

⁵² Après les arrestations de mars 1960 à la suite des trois premières explosions menées par ETA, « la represión, la falta de medios económicos y materiales y la necesidad de fortalecer la organización llevan a ETA a descartar la realización a corto plazo de más acciones armadas y a centrarse en la captación, la formación y las actividades propagandísticas, con la intención de reforzar la organización a medio plazo. » (Casanova, *op.cit.*, p. 18).

gardes civils (et les militaires), mais également les maires, les trafiquants de drogue, les informateurs de la police, les collaborateurs de la guerre sale et l'extrême droite.⁵³ Parallèlement, l'année 1982 semble marquée par une évolution dans l'usage des armes mobilisée par ETA, en l'occurrence le fusil de précision ou les voitures piégées télécommandées.

◆ Au cours de la période couvrant le 2nd semestre 1982 jusqu'en 1986, s'affirme une très forte période de reprise de l'activité armée coïncidant avec une phase de la « guerre sale »,⁵⁴ menée par le gouvernement socialiste, ainsi qu'avec le développement de l'antiterrorisme transfrontalier.

◆ Du 2nd semestre 1988 au 1^{er} semestre 1992 se déploie une sorte de « phase de croisière » de l'activité militaire d'ETA dont l'intensité de l'action est de l'ordre de 128 opérations annuelles.

Cette intensification produit, au sein de la société civile, une évolution de l'attitude face au groupe armé dont l'accord signé entre José María Txiki Benegas et le *lehendakari* José Antonio Ardanza, le 30 janvier 1985, constitue une illustration⁵⁵. Le PNV s'éloigne progressivement de la gauche abertzale pour apporter son soutien au PSOE, parti de gouvernement,⁵⁶ et dont le chef est à l'origine de la répression paramilitaire des GAL. La rupture entre le PNV et l'*Euskadiko Ezkerra* (EA) en 1986 confirme cette prise de distance qui culmine dans le pacte d'Ajuria Enea, signé le 12 janvier 1988. Bien qu'ETA formule en 1988 une proposition de cessez-le-feu, les tergiversations autour de ce dernier et l'échec des négociations d'Alger donnent lieu à une reprise virulente des actions armées. Avec la rupture des négociations d'Alger en avril 1989 s'opère un durcissement réciproque des positions. Celui-ci gagne l'ensemble des secteurs impliqués dans le conflit. À partir de février 1989, la gauche abertzale initie une campagne de revendication du

⁵³ Les campagnes contre l'extrême droite (41 morts) et contre les participants à la guerre sale (18 morts) sont concentrées dans les années 1978-1980 et dans les premières années de la décennie 1980, puis elles s'estompent progressivement.

⁵⁴ Voir Barros, *et al.*, *op.cit.*, 2006, p. 344.

⁵⁵ Le document reconnaît et ratifie le respect du cadre juridique politique basé sur la Constitution et le Statut d'Autonomie, la condamnation frontale de la lutte armée, le rejet de la négociation avec les organisations armées, le soutien à la réinsertion des prisonniers politiques, l'abandon de la critique de la politique antiterroriste du gouvernement.

⁵⁶ Le 23 janvier 1985, A. Ardanza est investi comme *lehendakari* avec deux votes du PSOE.

droit à l'autodétermination⁵⁷ alors que, de son côté, le pacte d'Ajuria Enea⁵⁸ appelle le 3 février à une manifestation pour le 18 mars 1989, une semaine avant la fin du cessez-le-feu.⁵⁹ Le slogan de l'événement est « La paix maintenant et pour toujours ». La violence est associée exclusivement à l'action d'ETA, la « paix » impliquant la disparition du groupe. Parallèlement, *Jarrai* promeut à partir de 1990 le mouvement d'insubordination au service militaire⁶⁰ et la campagne de désobéissance civile à l'encontre du service militaire espagnol est soutenue, à partir de l'année suivante (1991), par *Herri Batasuna*.

Le gouvernement, pour sa part, intensifie sa politique de dispersion des prisonniers qui, de leur côté, rejettent les mesures de réinsertion sociale. Un exemple de ce climat de tension est offert par les manifestations organisées contre les familles de prisonniers politiques détenus à la prison d'Alcalá-Meco par les syndicats de police le 27 mai 1989. L'attaque des autorités ne vise pas exclusivement les prisonniers d'ETA mais aussi la gauche abertzale. En février 1992, HASI (*Herriko Alderdi Sozialista Iraultzailea* - Parti Révolutionnaire Socialiste du Peuple) est dissout.⁶¹ Le 21 du même mois, la loi organique de protection de la sécurité citoyenne, dite loi *Concuera*, est promulguée. Elle facilite les arrestations et la répression des manifestations au nom du respect de l'ordre public.

L'intensification des actions d'ETA intervient dans un climat de tension voire de violence exacerbée. Prenons pour seuls exemples, l'exécution par des groupes paramilitaires d'extrême droite (les GAL) de Josu Muguruza, candidat élu d'HB pour la Biscaye et journaliste à *Egin*. Il est tué le 20 novembre 1989 dans l'hôtel Alcalá de Madrid la veille de son investiture au Parlement espagnol et à la date anniversaire de la mort de Franco. À la même époque, ETA diversifie ses moyens d'action en ayant recours à des lettres et

⁵⁷ Casanova, *op.cit.*, p. 246.

⁵⁸ Le pacte d'Ajuria Enea, ou accord pour la Normalisation et la Pacification du Pays basque, a été signé le 12 janvier 1988 par l'ensemble des forces politiques basques et espagnoles à l'exclusion d'Herri Batasuna (HB). Il rejette publiquement toute alliance avec des organisations soutenant l'action violente – telles HB – ou toute négociation avec des mouvements clandestins.

⁵⁹ Casanova, *op.cit.*, p. 246.

⁶⁰ *Ibidem*.

⁶¹ *Ibidem*, p. 268.

colis piégés.⁶² Depuis le milieu des années 1980, ETA use de voitures piégées.⁶³ L'ensemble de ces événements intervient sur fond d'élections qu'il s'agisse des élections générales anticipées du 29 octobre 1989, de celles qui ont lieu au Pays basque en octobre 1990 ou encore des municipales en mai 1991 où se joue la présence d'HB sur la scène électorale. Plus largement ainsi que nous l'avons précédemment évoqué, la perspective de l'Exposition universelle de Barcelone et des Jeux olympiques de 1992 explique la multiplication des opérations menées par ETA dans l'intensification du rapport de force avec le gouvernement espagnol afin d'obtenir une avancée dans les négociations.

◆ S'il est incontestable qu'advient un ralentissement substantiel de l'activité de l'organisation entre le second semestre 1992 et le premier semestre de l'année 2000, où l'on ne dénombre qu'une moyenne de 35 actions annuelles, s'explique-t-il seulement par la chute de Bidart ou bien également par d'autres facteurs liés aux discussions avec le gouvernement et aux rapports sociopolitiques au sein du Pays basque voire par des raisons internes à l'organisation (raisons mésosociales) ?

Notre interprétation tendrait à souligner, non pas le rôle exclusif de l'arrestation du collectif Artapalo, comme d'autres auteurs l'ont mis en avant, mais le changement stratégique qu'ETA a tenté de mener entre 1995 et 1997 que ce soit sur le plan politique ou opérationnel. Chacune des phases d'activité du groupe, intense ou faible, paraît trouver sa raison – indépendamment des contraintes logistiques qu'affronte l'organisation clandestine – dans une recherche de stratégie politique, *i.e.* dans la mobilisation de moyens distincts visant à parvenir à un même objectif. Dès le milieu de l'année 1993, l'organisation déclare vouloir « privilégier la qualité des *ekintzas* (*i.e.* des actions) plutôt que la quantité, assurer la sécurité,

⁶² Cette pratique a été initiée en 1986, à destination de fonctionnaires de prison, bien que nous ne soyons parvenus à authentifier aucune action de cette nature avant mai 1989. Leur utilisation est récurrente de 1989 à 1992 puis sporadique en 2001 et 2005. Ces dispositifs sont censés permettre un ciblage accru des victimes mais dans les faits les erreurs sont très grandes.

⁶³ De la Calle et Sanchez-Cuenca (2004) notent que la moitié (64 sur 126) des civils classés comme morts collatérales, accidentelles ou indiscriminée s'explique par l'utilisation de voitures piégées depuis 1985.

éviter de commettre des erreurs (sans oublier que ce risque existera toujours), et tenir les préparatifs d'attentats à l'abri des délais ou des pressions imposés par la conjoncture ». ⁶⁴ Ainsi à partir d'avril 1995, ETA envisage une solution au conflit s'appuyant sur l'Alternative démocratique qu'elle propose alors et que soutient HB ainsi que la gauche abertzale. ⁶⁵ À partir de 1998, ETA prend la société basque comme interlocutrice pour la sortie du conflit plutôt que seulement l'État. ETA tente d'incarner une crédibilité au sein du jeu politique, dans un contexte particulièrement hostile, puisque le juge Garzón, annonce le 16 janvier 1996, en pleine période électorale, son intention d'enquêter sur KAS, coordination inactive depuis 1995. ⁶⁶ Commence en juin 1998 le procès 18/98 au cours duquel sont jugés des membres de KAS, *Ekin, Xaki*.

La réorientation stratégique d'ETA est concomitante d'une implication plus forte de la société civile dans la recherche active d'une solution négociée au conflit. Il faut se souvenir de la prise de conscience suscitée dans l'organisation par l'échec des négociations d'Alger. ⁶⁷ On assiste en mars 1998 à des pourparlers politiques entre les différents partis pour mettre fin à la violence au Pays Basque. Elles donnent lieu à la présentation de la *Propuesta para un final dialogado* (Proposition pour une fin négociée) ou « Plan Ardanza », le 17 mars, esquissant les bases d'une négociation avec ETA, sans condition préalable et exigeant une trêve

⁶⁴ Cité in Elorza, *op.cit.*, 2000, p. 392.

⁶⁵ Le 25 avril 1997, la gauche abertzale appelle à une journée de lutte en faveur de l'Alternative démocratique (Casanova, *op.cit.*, p. 296) durant laquelle des milliers de personnes se sont mobilisées.

⁶⁶ *Ibidem*, p. 287. De même, le 6 octobre 1997 la Cour Suprême accuse certains membres de la Table Nationale de « collaboration avec un groupe armé » en raison de l'introduction, dans leur campagne publicitaire, du slogan « Alternative Démocratique » associé à ETA.

⁶⁷ « Nous devrions être conscients que si nous déclarions à nouveau une trêve sans un minimum de garantie, il ne nous resterait plus que deux choix à l'expiration des trente ou soixante jours de trêve. Ou bien, il faudrait céder pour ne pas subir une rupture comme celle d'Alger, et par conséquent nous acheminer pieds et poings liés vers un autre cessez-le-feu. Et alors, ne nous leurrons pas, céder à nouveau aurait pour conséquence inévitable d'engager des périodes prolongées de paix, de nous retrouver mains liées pour toujours et de nous conduire inévitablement vers l'extinction. Ou bien ne pas céder et devoir subir une nouvelle rupture d'Alger, suivie des conséquences incontrôlables que cela pourrait avoir pour la cohésion et pour les forces de gauche abertzale, et donc, pour l'ensemble du processus. » (*Barne Buletina*, mars 1993, cité in Jacques Massey, *ETA histoire secrète d'une guerre de cent ans*, Paris : Flammarion, 2010, p. 299).

préalable et indéfinie.⁶⁸ Alors que le PNV prend contact avec ETA et HB pour une discussion en vue d'une solution au conflit, il s'investit toujours davantage dans la répression aussi bien aux côtés de l'*Ertzaintza* que dans des groupes armés comme Berrozi.⁶⁹ De même, le 26 mars 1998, 146 personnalités espagnoles publient un manifeste « en faveur d'une solution négociée du conflit basque ».⁷⁰ Cette mobilisation multilatérale débouche sur la déclaration de Lizarra-Garazi, Pacto de Estella, le 12 septembre 1998, dans laquelle les partis nationalistes et indépendantistes basques (PNV, EA, EH anciennement HB, IU, Zutik-Batzarre et Abertzaleen Batasuna) ainsi que 19 organisations sociales et syndicales⁷¹ basques s'engagent à initier ensemble une voie de lutte empruntant des moyens pacifiques, pour la « construction nationale du Pays basque par des institutions démocratiques ». La déclaration commune porte sur le droit à décider de son avenir pour le Pays basque et sur sa territorialité (la résolution de la question basque concernant aussi l'État français).⁷²

ETA s'aligne néanmoins sur les options politiques incarnées par le pacte de Lizarra-Garazi et reconsidère ses opérations militaires en conséquence puisqu'à la suite de cet accord, elle déclare le 16 septembre 1998 une trêve illimitée ou « trêve unilatérale et indéfinie ». S'incarne durant ces années un élan social partagé puisque les élections au Pays basque du 25 octobre 1998

⁶⁸ Casanova, *op.cit.*, p. 304.

⁶⁹ Groupes qui ont participé à l'expulsion des élus d'HB lors de la visite du roi en 1981 (*Ibidem*, p. 232).

⁷⁰ *Ibidem*, p. 304.

⁷¹ Les syndicats ELA, LAB, ESK, Stee-Eilas, Ezker Sindikala, EHNE, Hiru.

⁷² « El contencioso vasco es un conflicto histórico de origen y naturaleza política en el que se ven implicados el Estado español y el Estado francés. Su resolución debe ser necesariamente política. Siendo distintas las concepciones que existen sobre la raíz y permanencia del conflicto, expresadas en la territorialidad, el sujeto de decisión y la soberanía política, éstos se constituyen en el núcleo de cuestiones fundamentales a resolver [...]. Ello conlleva que una negociación resolutive no comporte imposiciones específicas, respete la pluralidad de la sociedad vasca, sitúe todos los proyectos en igualdad de condiciones de consecución, profundice la democracia en el sentido de depositaren los ciudadanos de Euskal Herria la última palabra respecto a la conformación de su futuro y se respete la decisión, por parte de los Estados implicados. Euskal Herria debe tener la palabra y la decisión. » (déclaration de Lizarra, 12 septembre 1998, signée par AB, HB, PNV, EA, IU, Batzarre, Zutik, ELA, LAB, ENHE, ESK-CUIS, STEE-EILAS, Ezker Sindikala, Hiru, Gogoia, Amnistiaren Aldeko Batzordeak, Senideak, Bakea Orain, Elkarri, Egizan, Herria 2000 Eliza, Gernika Batzordea, Autodeterminazioaren Biltzarra).

confirment le poids des forces ayant signé l'accord de Lizarra-Garazi⁷³. En août 1998, ETA, le PNV et l'EA passent un accord secret pour la construction d'une institution nationale souveraine pour l'ensemble du Pays basque, laquelle négocierait la résolution du conflit avec l'État espagnol et un nouveau scénario politique.⁷⁴ La foi sociale dans la possibilité d'une issue au conflit est d'autant plus présente qu'au même moment le processus de paix en Irlande du nord trouve une issue⁷⁵ et commence à inspirer la gauche abertzale. Dans cette perspective, HB appelle en octobre 1997 à la création d'un forum de partis et de représentants de la société pour étudier le processus de paix irlandais et s'en inspirer.⁷⁶ Si les arrestations qui se multiplient entre 1992 et 1994, puis en 1996 participent des raisons mésosociales, susceptibles d'expliquer la réduction des activités de l'organisation, les options politiques de cette dernière permettent principalement de comprendre l'évolution de ses opérations militaires. En août 1999 notamment, ETA suggère la tenue d'un processus électoral au Pays basque dont naîtrait une institution nationale qui favoriserait un nouveau statut souverain et une Constitution pour le Pays basque.⁷⁷

Quoique plus limitées, les actions armées présentent un nouveau visage dans cette seconde moitié des années 1990. Les cibles évoluent puisqu'à partir de 1995, l'*Ertzaintza* est explicitement visée. De même, l'organisation, peut-être affaiblie, choisit de viser le personnel politique, en particulier les conseillers municipaux, les élus, les intellectuels, les journalistes plutôt que les seules « forces d'occupation ». L'analyse statistique des victimes d'ETA permet de dire que les hommes politiques et les représentants de

⁷³ Casanova, *op.cit.*, pp. 314-315. Aux élections du Parlement basque de 1998, HB fait le meilleur score de son histoire avec 224 001 voix soit 17,91 % des suffrages.

⁷⁴ En particulier, « EAI-PNV y EA asumen el compromiso de abandonar todos los acuerdos que tienen con las fuerzas cuyo objetivo es la destrucción de Euskal Herria y la construcción de España : PP y PSOE » (cité in Casanova, *op.cit.*, p. 311).

⁷⁵ Sont signés le 10 avril 1998 les accords de Stormont ou du Vendredi Saint qui mettent un terme au conflit armé en Irlande du nord.

⁷⁶ Casanova, *op.cit.*, p. 301. Le forum irlandais est organisé le 19 juin 1998 à Lizarra (Navarre). Y participent 18 collectifs pour discuter et débattre du processus de paix en Irlande du Nord. Sont présents ELA, LAB ainsi que d'autres secteurs abertzales et populaires.

⁷⁷ Cette proposition formulée à l'endroit de l'EA et du PNV reste lettre morte (voir communiqué d'ETA, 28 novembre 1999). La trêve est sur le point d'être rompue.

l'État ne représentent que 2,6 % des décès entre 1977 et 1992, alors que ce chiffre atteint 21,7 % entre 1992 et 2007.⁷⁸ Pourtant les maires ont été pris pour cibles privilégiées du groupe dès la fin des années 1970. Ils demeurent numériquement moins victimes que les gardes civiles (car quantitativement moins nombreux) mais ETA, à partir de ces années, les vise explicitement. L'organisation procède à ce que ses opposants ont nommé la « socialisation de la souffrance ». De très hauts responsables politiques sont visés comme José Maria Aznar, dans un attentat manqué à la voiture piégée le 19 avril 1995, rue José Silva à Madrid. Il est alors leader de l'opposition conservatrice et du Parti Populaire (PP). Aznar est perçu par ETA comme l'« un des plus grands ennemis garantissant l'oppression du Pays basque » (communiqué du 25 avril 1995). Trois militants d'ETA, José Rego Vidal, Jorge García Sertutxa et Iñaki Rego sont arrêtés à Palma de Mallorca (Baléares) le 10 août 1995, alors qu'ils projetaient de réaliser un attentat contre le roi Juan Carlos,⁷⁹ confirmé dans un communiqué du 18 août 1995.⁸⁰ Un autre projet d'attentat est également fomenté contre le roi, quoiqu'à une moindre échelle : un commando d'ETA préparant une attaque à la grenade contre l'inauguration du musée Guggenheim de Bilbao, à laquelle le roi devait se rendre, est surpris par la police autonome le 13 octobre 1997. À ces opérations d'envergure, s'ajoutent des prises d'otage spectaculaires qui n'ont pas pour vocation un financement de l'organisation mais une négociation politique obtenue par l'instauration d'un rapport de force : tel est le cas de l'enlèvement du fonctionnaire de prison José Antonio Ortega Lara, le 17 janvier 1996, libéré après 532 jours (le 1^{er} juillet 1997) par les FSE puis de Miguel Ángel Blanco Garrido, conseiller municipal PP d'Ermua (Biscaye), enlevé le 10 juillet 1997 et tué le 12 juillet.

⁷⁸ Sánchez-Cuenca, *op.cit.*, 2009.

⁷⁹ Casanova, *op.cit.*, p. 285.

⁸⁰ « Al sucesor de la dictadura le resulta admisible cualquier método que mantenga la 'unidad de la patria', añadiendo a la ocupación militar la tortura y la Policía y, por si eso fuera poco, castigando la resistencia vasca de la mano del PSOE mediante acciones parapoliciales bautizadas con el nombre de los GAL. [...] Responsabilizamos a los partidos sometidos al Ejército [...] de la legalización del exterminio de los luchadores vascos de la extorsión económica que sufre Euskal Herria, del genocidio cultural y de la falta de futuro » (in Egaña, 2005, tome IX, pp. 228-229).

Si, pour une part, l'évolution stratégique et politique d'ETA est soutenue par de larges franges de la société civile, en revanche, les actions contre les élus ne sont pas bien accueillies par la population. L'exécution de Miguel Ángel Blanco ainsi que les mobilisations sociales organisées en protestation contre cet acte provoquent un durcissement de la politique antiterroriste du gouvernement Aznar. ETA n'est pas la seule visée. Toute la gauche abertzale l'est conformément à la thèse du « tout est ETA ». Ainsi entre le 4 et le 18 février 1997, 23 membres de la Table Nationale⁸¹ sont arrêtés sur ordre de la Cour Suprême. Au cours du mois de février, 25 responsables politiques élus d'HB sont convoqués par les juges. L'« opération Persiana » menée le 15 juillet 1998 conduit à la fermeture du quotidien *Egin* et de la station de radio *Egin Irratia* ainsi qu'à l'arrestation de la direction d'*Egin* sur demande du juge Baltasar Garzón.⁸² Parallèlement à la répression qui s'étend à l'ensemble des secteurs de la gauche abertzale, se voit réitéré, au fil des années, un constant refus de dialogue de la part du gouvernement en dépit des innombrables propositions formulées par ETA.⁸³ Il faut attendre la fin de la période qui, à la suite du travail réalisé au sein de la société civile ayant donné lieu au pacte de Lizarra-Garazi ainsi qu'à la déclaration de « trêve unilatérale et indéfinie » du 16 septembre 1998, pour que le gouvernement fasse un geste concernant le transfert de 21 prisonniers d'ETA détenus dans les îles Canaries, à Ceuta et Melilla vers la péninsule espagnole le 10 novembre 1998.⁸⁴ Le changement d'attitude du gouvernement permet qu'ETA souligne les progrès réalisés et ratifie la validité de son cessez-le-feu le 25 février 1999.

⁸¹ I.e. la structure dirigeante d'HB.

⁸² *Gara*, 10/10/2006. Cette décision sera déclarée illégale par le Tribunal suprême le 22 mai 2009 (sumario 18/98).

⁸³ Des propositions pour un dialogue ont été exprimées par ETA en juillet 1992, juin 1993, mars 1994, à l'été-septembre 1995, en juin 1996, décembre 1996, mars 1997, puis à la mi-décembre 1998, en mai 1999, août-septembre 1999, octobre 1999 jusqu'à ce que la trêve soit rompue le 2 décembre 1999.

⁸⁴ Casanova, *op.cit.*, p. 316.

◆ 2000-2001 (2nd semestre 2000-2001) : 40 actions semestrielles en moyenne.

À la phase de réduction des opérations militaires des années 1998-1999, coïncidant avec le cessez-le-feu, succède une nouvelle recrudescence de l'action armée au début des années 2000, s'expliquant par l'échec de la stratégie politique de la période antérieure), tout comme des négociations secrètes entreprises en 1998 entre des représentants du gouvernement Aznar et d'ETA en Suisse. Quoique de moindre intensité que celle des années 1970-1980 ou celle du début des années 1990, elle se comprend également par une forme de réaction aux politiques répressives et antiterroristes élargies à de nombreux secteurs de la société civile. L'intensification des actions d'ETA jusqu'au milieu des années 2000, se déploie sur fond de *kale borroka*⁸⁵ et d'une résistance incarnée par le mouvement de l'insoumission d'une jeunesse qui s'engage et souhaite démontrer à l'État espagnol sa capacité de confrontation. Bien que le durcissement de la législation antiterroriste notamment contre la *kale borroka* connaisse un nouveau tournant, la multiplication des commandos dans les années 2001, qui fleurissent notamment autour du « complexe Donosti »,⁸⁶ remet en question la thèse de l'essoufflement logistique d'ETA après 1992. La politique gouvernementale du « tout est ETA » continue de s'étendre au secteur de la jeunesse et aux émeutes urbaines. Elle suscite un raidissement social contre les revendications armées basques avec notamment l'accord du 12 décembre 2000 « pour les libertés et contre le terrorisme » entre le PP et le Parti socialiste, auquel ETA répond par une extension de ses cibles aux partis signataires de l'accord. Ce front sociopolitique se double d'une offensive judiciaire contre toutes les organisations de la gauche abertzale déclarées, les unes après les autres, illégales.⁸⁷ Le gouvernement de José

⁸⁵ Ce que la gauche abertzale désigne comme *herri borroka* (lutte populaire) le gouvernement espagnol le nomme *kale borroka* (guérilla urbaine).

⁸⁶ Cf. les notes à partir du site : <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/historia.htm#Secuestros>, consulté le 21/12/2020.

⁸⁷ Il s'agit d'abord d'*Egin, Segi, Jarrai/Haika*, puis en mai 2001 de la fermeture préventive du magazine d'investigation *Ardi beltza*, ensuite des associations de soutien aux prisonniers *Askatasuna* et *Gestoras pro-Amnistia*, du seul quotidien en langue basque *Egunkaria*, enfin des partis politiques *Batasuna, Euskal Herritarrok* et *HB*.

Maria Aznar, avec le soutien de la gauche espagnole (PSOE) mène une série d'actions contre les organisations politiques et culturelles basques accusées d'être contrôlées par ETA. Toutes sont placées sous l'accusation d'apologie du terrorisme. Au-delà du démantèlement de nombreux commandos en 2001-2002, les attaques du 11-Septembre 2001 servent d'accélérateur à des résolutions législatives qui visent à exclure la gauche abertzale du paysage politique, telles la loi organique 6/2002 sur les partis politiques, appelée « loi des partis ».⁸⁸ À cette occasion (5 juin 2002), six lois sont modifiées conduisant à la réduction des possibilités d'action de la politique abertzale.⁸⁹ Cette nouvelle phase offensive se caractérise toutefois par des ajustements stratégiques remarquables. À partir de 2000, ETA utilise durant quelques années des colis piégés. Une large part des actions menées, au début de la période, est à attribuer au « Complexe Donosti ».

◆ 2002-2009 : 29 actions annuelles en moyenne.

Après le 11-Septembre puis le 11-M, ETA se voit contrainte de reconsidérer ses options stratégiques. Celles-ci sont lisibles dans le *modus operandi* des rares actions réalisées : la plupart des bombes posées sont signalées. Les dispositifs sont de faible puissance. Des appels sont quasi systématiquement passés à la DYA pour indiquer le lieu et l'heure de l'explosion. Dans les cas où celle-ci advient, elle fait peu de victimes ce qui marque un changement stratégique évident de l'organisation. ETA persiste à vouloir exister sur la scène publique mais sans faire de victime surtout après 2004. Les cibles consistent avant tout en objectifs matériels. Cette volonté d'affirmer sa présence dans le jeu politique n'est pas sans lien avec la récente formulation de la proposition d'Anoeta (14 novembre 2004), ce qui explique la multiplication des actions militaires y compris dans un contexte de tentative de négociations (2004-début 2006) voire de trêve déclarée. Le changement stratégique, en termes de dommages causés, est motivé à la fois par des raisons mésosociales mais également par les

⁸⁸ http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/lo6-2002.html, consulté le 21/12/2020. Elle permet la dissolution des partis dans les cas caractérisés d'association illégale/d'association à des organisations illégales.

⁸⁹ Casanova, *op.cit.*, p. 333.

événements du 11-Septembre 2001 et du 11-M.⁹⁰ Néanmoins il s'agit toujours bien, pour ETA, de s'imposer dans le paysage politique dans un nouveau contexte de recherche active d'une issue au conflit (2005-2007), à la suite de la proposition d'Anoeta et où le gouvernement, adossé au Congrès, réalise des gestes d'ouverture et s'engage dans des discussions multiples. Lors de l'arrestation de Mikel Albizu Iriarte, dit *Antza*, le 3 octobre 2004, à Salies-de-Béarn, on retrouve des documents esquissant des étapes d'une négociation s'échelonnant de 2004 à 2012.⁹¹ Une trêve est envisagée, par celui qui est alors considéré comme le numéro un d'ETA, à partir de 2005 en échange d'une déclaration d'intention du gouvernement espagnol inspirée des procédures mises en œuvre en Irlande du nord en 1993. Un cessez-le-feu définitif est prévu pour 2008 si plusieurs revendications sont satisfaites : (re)légalisation de Batasuna, formation d'une table ronde politique pour débattre de l'avenir du Pays basque, reconnaissance du droit à l'autodétermination des provinces basques, rapprochement des prisonniers puis amnistie.

Dans cette perspective, l'année 2005 se présente à la fois comme celle où le nombre d'actions militaires est le plus élevé (N = 52) et l'époque où se tient une nouvelle tentative de résolution du conflit, cette fois menée par le parti Batasuna, sur fond d'élections au Pays basque (avril 2005). Le 1^{er} janvier, Batasuna s'adresse au *lehendakari* Juan José Ibarretxe en vue de la résolution du conflit. Le 14, c'est au tour du chef du gouvernement J. L. Zapatero qui, le lendemain, déclare publiquement sa réceptivité aux propositions de Batasuna de résoudre le conflit au Pays basque par la « voie politique » et par une « démilitarisation multilatérale ». Parallèlement, le 15 janvier ETA assume officiellement son engagement public quant à la proposition d'Anoeta présentée le 14 novembre 2004 par la gauche abertzale.⁹² Le 25 février 2005, Batasuna adresse une lettre ouverte au président Chirac afin de jouer les intermédiaires dans une négociation avec ETA. Ces

⁹⁰ Voir D. Bigo, L. Bonelli et Th. Deltombe (dir.), *Au nom du 11 septembre. Les démocraties occidentales à l'épreuve de l'antiterrorisme*, Paris : La Découverte, 2008.

⁹¹ Massey, *op.cit.*, p. 332.

⁹² Casanova, *op.cit.*, p. 346. La proposition d'Anoeta se résume dans la formule : « Oraín Bakea Oraín Herria » (Maintenant la paix, maintenant le peuple). Sur le contenu de l'accord, voir *Ibidem*, pp. 344-345.

démarches conduisent à ce que trois mois plus tard, en mai 2005, se tienne, en un lieu inconnu, entre les représentants d'ETA et du gouvernement espagnol une réunion afin d'ouvrir la voie à une résolution du conflit au Pays basque.⁹³ Le 17 mai 2005, le Congrès, à l'exception des députés du Parti populaire (PP), vote une motion « pour une fin négociée de la violence » à condition de renoncer à celle-ci. Entre mai et juillet 2005, les délégations d'ETA et du gouvernement espagnol tentent de se mettre d'accord sur « le point O du processus » de résolution du conflit, c'est-à-dire le moment à partir duquel celui-ci devrait s'initier. Ce premier cycle de négociations consiste en sept réunions, qui se sont tenues principalement en juillet, représentant un total de vingt heures de négociation directe à Genève (Suisse) et à Oslo (Norvège). Elles aboutissent à un accord. Ce processus donne lieu à un deuxième cycle de négociations entre ETA et les représentants du gouvernement espagnol à partir de novembre 2005.⁹⁴ Il ratifie l'accord initial sur la déclaration du chef de l'exécutif et définit précisément la portée du cessez-le-feu qu'ETA doit déclarer.⁹⁵

Cependant la volonté des parties d'affirmer une position de force face à l'adversaire conduit le gouvernement à poursuivre les arrestations et ETA à réaliser des actions spectaculaires comme l'explosion d'une voiture piégée dans le Terminal 4 de l'aéroport madrilène de Barajas, le 30 décembre 2006.⁹⁶ Cette opération provoque un raidissement de la société et du gouvernement face à toute velléité de négociation. Au-delà des interventions par lesquelles ETA affirme son poids politique à travers une présence militaire,⁹⁷ plusieurs des actions menées constituent comme des réponses militaires aux options politiques de l'adversaire. Une voiture piégée, visant la police autonome à Getxo (Biscaye), explose le 18 janvier après la comparution devant la justice

⁹³ *Ibidem*, p. 349.

⁹⁴ *Ibidem*, p. 352.

⁹⁵ Pour des extraits de l'accord, voir *Ibidem*, pp. 352-353.

⁹⁶ Elle a été interprétée comme une peur de « perdre », de trop céder (Massey, *op.cit.*, p. 360) et a été désavouée par Julen Madariaga, membre fondateur d'ETA, qui a vu dans cette offensive « un signal musclé qui a dépassé les limites tolérées » (cité par l'AFP, 4/01/2007).

⁹⁷ L'affirmation politique ne passe pas seulement par des opérations militaires mais également par des déclarations publiques comme celle du bulletin interne d'ETA, *Zutabe* (8 juillet 2005) où celle-ci fait savoir que sont exclues de la « trêve » les autorités de l'État et les personnes ayant des responsabilités dans le gouvernement.

du dirigeant de *Batasuna* Arnaldo Otegi. Une *Ertzaintza* est légèrement blessée. Deux jours avant l'ouverture des débats sur le Plan Ibarretxe, une bombe explose à l'hôtel Port Denia à Denia (Alicante, 30 janvier 2005). De même, le 9 février 2005, quelques heures avant son inauguration par le roi et le président mexicain, Vicente Fox, et la visite de la fêria d'Ifema une voiture piégée explose près du Champ des Nations (*Campo de las Naciones*) accueillant la foire artistique de l'ARCO. Dans d'autres cas, les actions militaires viennent soutenir la parole politique comme lorsqu'explosent quatre bombes de faible intensité à Ordizia (Guipúzcoa), Amurrio (Álava), Gernika (Biscaye) et Berriozar (Navarre) entre 2h10 et 8h25 le 25 octobre 2005,⁹⁸ après qu'ETA a remis la veille un communiqué à *Gara* et à *Berria*, dans lequel elle exprimait la « ferme volonté » d'avancer dans la résolution du conflit basque « par la négociation et un accord » au sein d'un processus démocratique « sans condition ». La fonction de l'opération armée est alors évidente comme affirmation de soi dans un rapport de force avec les institutions gouvernementales.⁹⁹ Une forme de montée en puissance de la démonstration de force, au cours de l'année 2005, intervient encore avec l'installation de deux lance-grenades près de l'aéroport de Parayas (Santander) dont la présence est annoncée, le 6 décembre 2005, au journal *Gara* afin qu'il soit procédé à l'évacuation de l'aéroport.

L'ultime phase offensive du groupe armé, quoique de plus faible intensité, intervient après l'annonce par ETA le 4 juin 2007 de la fin du « cessez-le-feu permanent ». Cette déclaration conditionne la reprise des opérations armées dans les mois qui suivent¹⁰⁰ ne serait-ce qu'au nom de la crédibilité du groupe et de l'affirmation de son existence. Elle coïncide avec la perspective de la tenue au Pays basque d'un referendum, décidé par le gouvernement régional, sur le droit du peuple basque à l'autodétermination. Néanmoins le referendum est interdit par le Tribunal constitutionnel le 11 septembre 2008. Les actions réalisées sont à la fois numériquement moins importantes et symboliquement moins signifiantes. Des stations de

⁹⁸ <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/10/25/espana/1130222613.html>, consulté le 21/12/2020.

⁹⁹ On citerait également l'explosion de cinq bombes de faible intensité sur des autoroutes madrilènes le jour de l'anniversaire de la Constitution le 6 décembre 2005, qui constitue avant tout une action symbolique.

¹⁰⁰ On compte 34 opérations en 2008.

répétiteurs sont visées ainsi que des biens matériels. En dépit du nombre d'opérations menées, les victimes sont peu nombreuses.¹⁰¹ La stratégie de la répression-action demeure toujours à l'œuvre puisque le 1^{er} mai 2008 explosent à 0h30 trois bombes en Biscaye et à Arrigorriaga (Guipúzcoa) après la demande d'arrestation, par le juge B. Garzón, de la maire de Mondragón, Inocencia Galparsoro (ANV), pour collaboration avec un gang armé. Comme dans les années 1970 mais avec des actions moins spectaculaires et moins meurtrières, ETA agit en soutien aux luttes contre les Grands Projets Inutiles tels la « Y basque/Y vasca », train à haute vitesse devant desservir le Pays basque.¹⁰²

◆ L'ultime période de l'histoire d'ETA s'étend de 2010 à 2018 avec, d'une part, l'année 2010 qui constitue le « chant du cygne » durant laquelle trois actions sont perpétrées et, d'autre part, la phase ultime de 2011 à 2018 qui conduit au dépôt des armes puis à l'autodissolution du groupe. Après 2009, l'organisation s'essouffle après avoir épuisé toutes les stratégies possibles de négociation avec l'État espagnol, y compris en mobilisant la société civile dans cette intention. La dissolution témoigne de ce que la stratégie politico-militaire dans le contexte des années 2000-2010 où les attaques indiscriminées de l'islam politique se multiplient, n'est plus l'instrument approprié pour tenter de trouver une issue au conflit politique au Pays basque, dans un contexte où, de surcroît, les voies du dialogue avec les institutions gouvernementales ont toutes mené à des impasses.

¹⁰¹ On dénombre quatre victimes mortelles dont deux exécutions ciblées : l'ancien conseiller socialiste (PSE-EE) Isaiás Carrasco à Arrasate-Mondragón (Guipúzcoa), est tué au cours de la campagne électorale et deux jours avant les élections générales, le 7 mars 2008 ; Ignacio Uria Mendizabal, responsable de l'entreprise *Altuna y Uria*, laquelle participe à la construction du train à haute vitesse basque, *Y vasca*, est tué le 8 décembre.

¹⁰² C'est d'abord le cas le 1^{er} juin 2008 avec une action à l'explosif visant une entreprise travaillant pour la « Y basque » à Zarauz (Guipúzcoa) puis avec l'exécution d'Ignacio Uria Mendizabal le 7 mars.

Conclusion

La constitution d'une base de données originale concernant l'organisation clandestine ETA a permis d'établir des résultats, s'agissant des phases de son histoire et de ses options stratégiques, qui n'avaient pu jusqu'à présent être mis en évidence du fait d'orientations méthodologiques divergentes. Au plan méthodologique et s'agissant d'une organisation clandestine pour laquelle l'accès aux sources est complexe, le présent article souligne les écarts interprétatifs que peuvent susciter certains choix épistémologiques. Comme nous l'avons rappelé, analyser l'évolution stratégique d'un groupe comme ETA, en s'appuyant sur le recensement des *victimes* mortelles plutôt qu'en exploitant la série statistique de ses *actions*, induit des divergences de lecture remarquables. Dès lors qu'une organisation clandestine recourt à l'explosif – plutôt qu'à des exécutions à l'arme de poing – le résultat de ses actions présente une dimension aléatoire, en dépit des précautions prises par les auteurs, lorsque ceux-ci n'ont pas pour intention de produire le plus grand nombre de victimes possibles. L'intention de tuer ou d'épargner des cibles fait partie de la stratégie d'un groupe politique illégal mais le nombre de ceux qui sont touchés ne peut être planifié.

L'intensité des phases d'activité du groupe échappe en revanche à l'aléatoire pour se comprendre à partir de ses évolutions stratégiques¹⁰³. Les périodes de mobilisation armée soutenue sont associées à des moments politiques forts pour le Pays basque, tels la transition vers la démocratie où se joue le statut politique de la région ou les phases de négociation avec le gouvernement du début des années 1990. Elles sont également liées à une dynamique de réaffirmation d'une présence sur la scène politique (cas des années 2000) après l'échec d'une résolution du conflit, passant par un moindre usage des armes et par la mobilisation de la société civile durant une large part des années 1990. Du début à la fin de son histoire, ETA s'est efforcée, par ses actions militaires et ses propositions politiques, de se

¹⁰³ Indépendamment des contraintes logistiques qu'affronte l'organisation mais qu'il est difficile de percer du fait de sa clandestinité.

placer sur la scène publique comme un acteur politique, soit en accroissant l'intensité des actions après les ruptures de trêve ou avant des négociations, pour peser dans la « balance du dialogue », soit lors d'élections aussi bien à l'initiale de la mise en place des structures démocratiques en Espagne, c'est-à-dire dans les années 1970, que jusqu'au début des années 2000, soit au moment de négociations politiques au sein de la société civile pour peser dans la recherche d'une issue au conflit. Il s'est agi, pour l'organisation armée, d'instituer un rapport de force avec le gouvernement, dans une logique politique, afin de parvenir à une négociation, dont l'objet a évolué avec le temps qu'il ait été question d'un statut politique pour le Pays basque, de l'amnistie des prisonniers, de leur rapprochement du Pays basque voire de leur libération. Lorsqu'ETA se place dans un contexte de négociation avec l'État espagnol, elle multiplie les actions à l'étranger afin d'attirer le regard d'autres pays sur le processus en cours. L'ensemble des possibilités de négociations – que ce soit avec l'État, par une implication forte de la société civile, par une offensive militaire intense ou via des cessez-le-feu – étant épuisé, le contexte international ayant également évolué du fait de l'émergence de l'islam politique violent, il était inéluctable que l'organisation en vienne à prononcer sa dissolution.¹⁰⁴

La multiplication des arrestations entre 1992 et 1994, puis en 1996, participe des raisons mésosociales, susceptibles d'expliquer la réduction des activités de l'organisation. Toutefois les choix politiques opérés autour des années 1994-1996 impliquant un abandon d'une logique exclusive de résistance en faveur d'une dynamique de construction nationale expliquent également la baisse de l'activité militaire. En ce sens, l'arrestation de Bidart est loin de constituer à elle seule l'unique clef explicative de l'évolution opérationnelle d'ETA après 1992. La stratégie politique plutôt que les seules raisons opérationnelles est mieux à même de rendre compte des évolutions de l'action militaire du groupe comme le confirment certains des communiqués publiés par ETA.¹⁰⁵

¹⁰⁴ Indépendamment, encore une fois, de sa capacité à renouveler ses membres.

¹⁰⁵ Voir celui de 1993 in Elorza, *op.cit.*, p. 392.

Annexes

Annexe 1

Références des sources ayant été utilisées dans la constitution de notre base de données

1. Global Terrorism Database (GTD)

<https://www.start.umd.edu/gtd/>, consulté le 21/12/2020.

2. Sources répertoriant les victimes du conflit au Pays basque :

La base de données réalisées par De la Calle et Sanchez-Cuenca :
<https://ic3jm.es/investigacion/proyectos/explaining-terrorist-and-insurgent-behavior/>, consulté le 21/12/2020.

La liste de victimes d'ETA publiée par Calleja (1997).

Les associations de victimes : l'Association des Victimes du Terrorisme (www.avt.org, consulté le 21/12/2020.)

Les victimes des forces de sécurité :¹⁰⁶

<https://mapadelterror.com/>

<https://mapadelolvido.blogspot.com/>

<https://ertzaione-1.blogspot.com/>

<https://web.archive.org/web/20090202121213/http://www.guardiacivil.org:80/terrorismo/acciones/estadistica07.jsp>

<http://especiales.elperiodico.com/graficosEEPI/VICTIMAS/tablavictimas.html#ARRIBA>

Les victimes du côté abertzale ou basque : <http://www.euskalmemoria.eus/>

¹⁰⁶ Tous les liens qui suivent ont été consultés le 21/11/2020.

Autres base de données recensant les victimes du terrorisme :

<http://www.angelfire.com/pq/terroristas/>

<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriám/>

<https://victimas-de-eta.blogspot.com>

<https://www.abc.es/especiales/eta/victimas/11.asp>

[https://eu.m.wikipedia.org/wiki/Zerrenda:ETAk_hildakoak_\(1968-1979\)](https://eu.m.wikipedia.org/wiki/Zerrenda:ETAk_hildakoak_(1968-1979))

<https://ns-markoss88.blogspot.com/>

3. Les quotidiens nationaux :

<https://www.elmundo.es/>; <https://www.elmundo.es/eta/historia/>

<https://elpais.com/>

<https://www.lavangarde.com/>

<http://hemeroteca.lavanguardia.com/>

<https://www.elcorreo.com/>

<https://www.abc.es/>

<https://www.laverdad.es/>

<https://www.20minutos.es/>

<https://www.lainformacion.com/>

Les quotidiens régionaux :

<https://www.noticiasdegipuzkoa.eus/>

<https://www.eitb.eus/es/>

<https://www.elnortedecastilla.es/>

<https://www.elcorreogallego.es>

<https://www.diariodesevilla.es/>

<https://borrokagaraia.wordpress.com/>

Les quotidiens français rapportant les actions du groupe :

<https://www.liberation.fr/>

<https://www.lexpress.fr/>

<https://www.lejdd.fr/>

Les sources anglophone :

<https://www.theguardian.com>

<http://news.bbc.co.uk>

<https://www.reuters.com>

<https://www.telegraph.co.uk>

Les journaux en langue basque :

<https://www.naiz.eus/>

<http://gara.naiz.eus>

<http://www.diariovasco.com/>

5. Les sources gouvernementales du ministère de l'Intérieur espagnol :

<http://www.mir.es/DGRIS>

<http://www.interior.gob.es/fallecidos-por-terrorismo>

6. Les documents produits par la gauche abertzale et l'organisation clandestine elle-même :

<http://www.abertzalekomunista.net/es/relato-historico/historia-del-mlnv/v-asamblea/documentos-v-asamblea>

<https://borrokagaraia.wordpress.com/acabas-de-llegar-empieza-aqui/>

<http://www.ehk.eus/es/v-asamblea-cast/revistas-v-asamblea-cast/4292-barneko-gora-beherez-1-1968-cast>

<http://euskaletxeak.org/lemoiz/inicio.html>

Annexe 2

Figure 2 : Illustration des actions menées chaque semestre par ETA à partir de la base réalisée par les auteurs

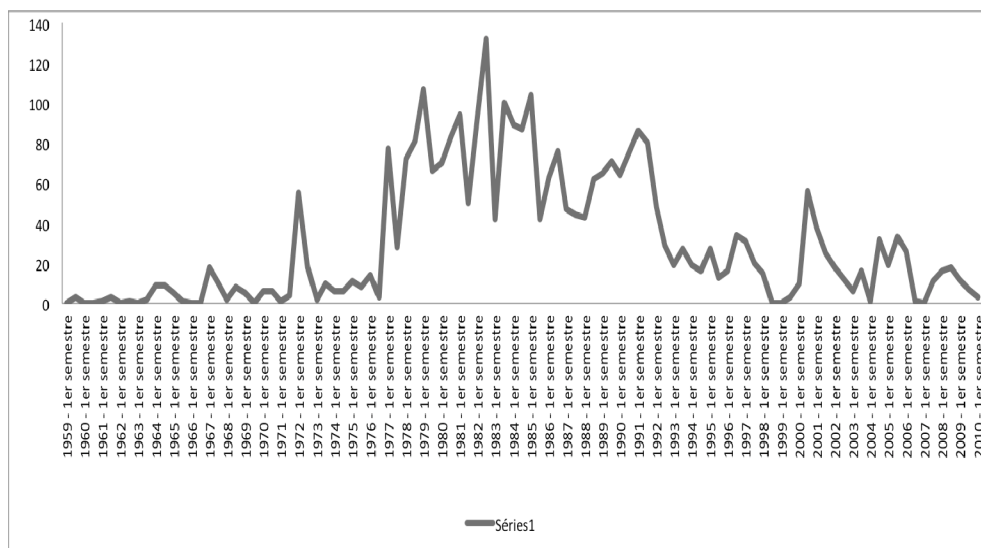


Tableau 4 : Actions ayant provoqué la mort (victimes mortelles) par année (Sánchez-Cuenca, 2009)

Années	Nombre d'actions réalisées
1968	2
1969	1
1972	1
1973	2
1974	6
1975	13
1976	13
1977	8
1978	50

Années	Nombre d'actions réalisées
1979	62
1980	67
1981	25
1982	29
1983	33
1984	27
1985	31
1986	18
1987	15
1988	15
1989	13
1990	16
1991	26
1992	17
1993	7
1994	10
1995	9
1996	5
1997	13
1998	4
1999	0
2000	17
2001	12
2002	4
2003	2
2004	0
2005	0
2006	1
2007	1
2008	5
2009	2
2010-2018	0

Références

1. Abadie, A.; Gardeazabal, J., (2001), « The economic costs of conflict: A case-control study for the Basque country », NBER working paper 8478, Cambridge (MA).
2. Alonso, Martín ; Molina, Fernando, (2017), « Historical narratives, violence and nation. Reconsidering 'The Basque conflict' », in Leonisio; Rafael *et al.* (eds.), *ETA's Terrorist Campaign. From Violence to Politics, 1968-2015*, Londres : Routledge, 163-183.
3. Barros, C., (2003), « An Intervention Analysis of Terrorism: The Spanish ETA Case », *Defence and Peace Economics*, vol. 14, n° 6, 401-412.
4. Barros, C.; J. Passos; Gil-Alana, L. (2006), « The timing of ETA terrorist attacks », *Journal of Policy Modeling*, vol. 28, 335-346.
5. Barros, C.; Gil-Alana, L. (2006), « ETA: A Persistent Phenomenon », *Defence and Peace Economics*, vol. 17, n° 2, 95-116.
6. Bigo, D. ; Bonelli, L. ; Deltombe, Th. (dir.), (2008), *Au nom du 11 septembre. Les démocraties occidentales à l'épreuve de l'antiterrorisme*, Paris : La Découverte.
7. Calleja, José María (1997), *Contra la barbarie. Un alegato en favor de las víctimas de ETA*, Madrid: Temas de Hoy.
8. Carmena, Manuela ; Mirena Landa, Jon ; Múgica, Ramón et Uriarte, Juan M^a Uriarte (2013), « Informe-base de vulneraciones de derechos humanos en el caso vasco (1960-2013) », Secretaría General de Paz y Convivencia, Vitoria-Gasteiz, juin, https://www.irekia.euskadi.eus/uploads/attachments/3214/informe_base_es.pdf?1371196800, consulté le 21/12/2020.
9. Casanova Alonso, Iker, (2007), *ETA 1958-2008. Medio siglo de historia*, Tafalla (Navarre) : Txalaparta.
10. Clark, Robert P. (1984), *The Basque Insurgents : ETA, 1952-1980*, Madison: University of Wisconsin Press.
11. De La Calle, Luis ; Sánchez-Cuenca, Ignacio (2004), « La selección de víctimas en ETA », *Revista Española de Ciencia Política*, n° 10, avril, 53-79.

12. De La Calle, Luis; Sánchez-Cuenca, Ignacio (2006), « The Production of Terrorist Violence: Analyzing Target Selection within the IRA and ETA », Working Paper, Instituto Juan March, n° 230.
13. Domínguez Iribarren, Florencio (1998a), *ETA : estrategia organizativa y actuaciones 1978-1992*, Bilbao: Universidad del País Vasco.
14. Domínguez Iribarren, Florencio (1998b), *¿El final de ETA? De la negociación a la tregua*, Madrid: Taurus.
15. Elorza, Antonio (dir.) (2000), *ETA, une histoire*, Paris : Denoël, 2002.
16. Funes, María José (1998), *La salida del silencio. Movilizaciones por la paz*, Madrid : Akal/Foca.
17. Guibet Lafaye, Caroline (2020a), *Conflit au pays basque : regards des militants illégaux*, Bruxelles : Peter Lang.
18. Guibet Lafaye, Caroline (2020b), « Militantes clandestines dans le conflit armé basque », *Champ pénal/ Penal field* [En ligne], vol. 19, <https://journals.openedition.org/champpenal/11572>, consulté le 21/12/2020.
19. Guittet, E. (2000), *Raison et déraison d'État : les GAL (Grupos Antiterroristas de Liberacion), 1983-1987*, mémoire de DEA, Univ. Paris X - Nanterre, septembre 2000.
20. Ibarra Güell, Pedro (1987), *Evolución estratégica de ETA : de la "Guerra revolucionaria" (1963) a la negociación (1987)*, San Sébastian : Kriselu.
21. Jaime Jiménez, Óscar (1998), *Policía, terrorismo y cambio político en España, 1976-1996*, Valence : Tirant lo Blanch.
22. Lacroix, Isabelle (2011), « Les femmes dans la lutte armée au Pays basque », *Champ pénal/ Penal field* [En ligne], vol. VIII, mis en ligne le 11 juin 2011.
23. Landa, Josu (dir.) (1995), *Euskal Herria y la libertad. Historia de ETA*, CD-ROM, Tafalla: Txalaparta.
24. Letamendia Beldunce, F. (1994), *Historia del nacionalismo vasco y de ETA*, 3 vol., San Sébastian : éd. R&B.
25. Leonisio, Rafael ; Molina, Fernando ; Muro, Diego (eds.) (2017), *ETA's Terrorist Campaign. From Violence to Politics, 1968-2015*, Londres : Routledge.
26. Massey, Jacques (2010), *ETA histoire secrète d'une guerre de cent ans*, Paris : Flammarion.
27. Martínez Herrera, Enric (2002), « Nationalist Extremism and Outcomes of State Policies in the Basque Country, 1979-2001 », *International Journal on Multicultural Studies*, vol. 4, n° 1, 16-41.

28. Martínez Herrera, Enric (2007), « Government restructuring and reallocation of resources in the face of ethno-nationalist insurgency in the Basque Country (1979-2005) », in Oberg, M.; Strom, K. (dir.), *Resources, Governance Structures and Civil Conflict*, Londres: Routledge, 101-124.
29. Mata José, Manuel (1993), *El nacionalismo vasco radical*, Bilbao : Service Éditorial de la UPV.
30. Reinales, Fernando (2001), *Patriotas de la Muerte, Quiénes han militado en ETA y por qué*, Madrid : éd. Taurus.
31. Sánchez-Cuenca, Ignacio (2001), *ETA contra el Estado : las estrategias del terrorismo*, Barcelone : éd. Tusquets.
32. Sánchez-Cuenca, Ignacio (2002), « El final de ETA », *Cuadernos de Alzate*, vol. 27, 237-250.
33. Sánchez-Cuenca, Ignacio (2009), « Explaining temporal variation in the lethality of ETA », *Revista Internacional de Sociología*, vol. 67, n° 3, 609-629.
34. Sullivan, John (1988), *ETA and Basque Nationalism : The Fight for Euskadi, 1890-1986*, Londres: Routledge.
35. Truc, Gêrôme (2012), « Aux victimes du terrorisme, l'Europe reconnaissante ? Portée et limites de la Journée européenne en mémoire des victimes du terrorisme », *Politique européenne*, vol. 2, n° 37, 132-154.
36. Zulaika, Joseba (1988), *Basque violence, metaphor and sacrament*, Reno (Las Vegas) : University of Nevada Press.
37. Zunbeltz (de), K. [José Luis Zabilde], (1968), *Hacia una estrategia revolucionaria vasca*, Hendaye.

